

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS "LA SCIENCE POUR TOUS" - PROJETS PLURIANNUELS 2026-
2028, QIM 2025, CHAIRE ETI ET PARIS SACLAY SUMMIT**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
ANNEXE AU RAPPORT	8
Tableau recapitulatif des projets La science pour tous 2026-2028	9
PROJET DE DÉLIBÉRATION	11
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	16
Annexe 1 - Fiches projets La science pour tous pluriannuels 2026-2028	17
Annexe 2 - Convention-type La science pour tous 2026-2028 année 1	71
Annexe 3 - Fiche projet Paris Saclay Summit 2026	86
Annexe 4 - Convention Paris Saclay Summit 2026	89
Annexe 5 - Convention - type Chaires de recherche en SHS	98
Annexe 6 - Fiche projet - Chaire ETI	113
Annexe 7 - Fiches projets QIM TND	116
Annexe 8 - Beneficiaire Aide DAEU	122
Annexe 9 - Fiche projet ART ME UP modifiée et avenant convention	124
Annexe 10 - Avenant Convention PSS - 2025	129
Annexe 11 - Fiche projet Paris Saclay Summit 2025	132

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport a pour objectif d'attribuer :

- **534 000 €** en faveur de **13 projets** retenus à l'appel à projets pluriannuels **La science pour tous 2026-2028** ;
- **171 846 €** en vue de la reconduction du programme **Paroles de chercheuses et de chercheurs** pour les années **2026-2028** ;
- **200 000 €** pour la troisième édition du **Paris-Saclay Summit** ;
- **140 000 €** en faveur d'une **Chaire de recherche en sciences humaines et sociales** ;
- **1 500 000 €** pour la question d'intérêt majeur **TND-Troubles du neurodéveloppement**.

Il propose également :

- de désaffecter **100 000 €** en fonctionnement à la suite de l'abandon d'un projet **Paris Région PhD**, objet du rapport CP 2025-135 du 19 juin 2025 ;
- de désaffecter **5 000 €** en fonctionnement à la suite de l'abandon d'un projet **La science pour tous – projets ponctuels 2025**, objet du rapport CP 2025-090 du 27 mars 2025 ;
- le versement du **solde de l'aide DAEU de 500 €** à un étudiant ;
- une modification sans incidence budgétaire de deux projets (Animation des résidences étudiantes et Paris Saclay Summit) soutenus par délibérations CP 2022-295 du 7 juillet 2022 et CP 2024-325 du 15 novembre 2024.

1. Soutien au dialogue Science-Société : La science pour tous – appel à projets pluriannuels 2026-2028

La loi n°2013-660 du 22 juillet 2013 dites « Loi Fioraso » accorde aux Régions « la coordination, sous réserve des missions de l'État et dans le cadre de la stratégie nationale de recherche, des initiatives territoriales visant à développer et à diffuser la culture scientifique, technique et industrielle, notamment auprès des jeunes publics, et participe à leur financement. »

Dans ce cadre, le programme *La science pour tous* a pour objectif de :

- Partager la démarche scientifique avec le grand public, les publics scolaires, les jeunes et les publics éloignés des sciences pour des raisons géographiques, sociales ou économiques ;
- Rendre la science plus visible au sein de l'espace public et encourager le dialogue entre la Science et la Société ;
- Promouvoir les sciences participatives et encourager la participation des citoyens aux programmes de recherche ;
- Favoriser la connaissance des sciences et des innovations technologiques ayant un fort impact sur la société, tels que le changement climatique, la robotisation, le design, l'intelligence artificielle, l'apprentissage par le numérique, etc.

Depuis 2022, le programme *La science pour tous* est scindé en deux appels à projets, pour distinguer les projets ponctuels – qui s'inscrivent dans un calendrier annuel, des projets de plus long-terme qui font l'objet de ce rapport.

L'appel à projets **La science pour tous – projets pluriannuels 2026-2028** a été ouvert du 30 avril au 30 juin 2025 et a recueilli 43 candidatures (dont 1 inéligible). A l'issue du processus de sélection par le jury réuni le 18 septembre, sous la présidence de Monsieur Frank MADLENER, membre du conseil scientifique régional, il est proposé de soutenir **13 projets**, dont les descriptions sont

présentées dans les fiches-projets en annexe 1 à la délibération.

Le soutien régional représente, pour la première année, une enveloppe globale de **534 000 €** répartis en **460 000 €** d'autorisations d'engagement et **74 000 €** d'autorisations de programme. Le soutien régional se prolongera sur les années 2027 et 2028, le montant de l'enveloppe dédiée sera réexaminé annuellement.

Tous les projets s'appuient sur un partenariat formalisé et pérenne avec un établissement d'enseignement supérieur et de recherche ou un organisme de recherche d'Île-de-France pour garantir la qualité scientifique et méthodologique des opérations.

Au total, ce seront près de 5 000 personnes chaque année qui auront l'opportunité de participer à ces événements, programmes de sensibilisation qui mobiliseront environ 2 600 chercheurs. Les actions déployées couvrent l'ensemble du territoire francilien.

2. Marché de prestations du programme « Paroles de chercheuses et de chercheurs » pour les années 2026 – 2028

À travers le programme **Paroles de Chercheuses et Chercheurs**, la Région Île-de-France affirme son rôle moteur dans la promotion des carrières scientifiques auprès des jeunes, et tout particulièrement des lycéennes. Entre 2023 et 2025, ce sont **140 interventions** qui ont été organisées dans **136 lycées franciliens**, mobilisant **112 chercheuses et chercheurs**, dont **51 % de femmes**, pour partager leur passion, leurs parcours et la richesse des métiers de la recherche, qu'ils soient universitaires ou en entreprise.

Ainsi, **7 000 élèves**, dont **52 % de filles**, ont pu bénéficier d'un contact direct avec des scientifiques. La Région veille également à une **équité territoriale forte**, avec près de **70 établissements situés en Nouvelle Géographie Prioritaire** et **17 en zones rurales**.

Pour prolonger cette dynamique inspirante, une **autorisation d'engagement de 171 846 €** est proposée afin de relancer le programme pour la période 2026–2028.

3. Organisation de la troisième édition du Paris-Saclay Summit

Ce rapport propose de participer à hauteur de **200 000 €** à la **troisième édition du Paris-Saclay Summit** les **18 et 19 février 2026 à CentraleSupélec**, un événement scientifique de dimension internationale, qui a pour vocation de questionner les chercheurs, décideurs politiques, grands dirigeants, étudiants, entrepreneurs et citoyens, sur l'apport de la science face aux grands défis du siècle.

Cet événement vise à :

- Renforcer la visibilité du territoire francilien en tant que leader de la science au service des défis du siècle,
- Renforcer l'attractivité du territoire auprès des talents internationaux (chercheurs, enseignants, étudiants...) et des grandes entreprises et leurs centres de R&D,
- Contribuer à la création de nouvelles coopérations scientifiques à l'échelle internationale autour des enjeux traités.

4. Soutien à la recherche en sciences humaines et sociales – chaire ETI

Le présent rapport propose de soutenir une chaire de recherche en sciences humaines et sociales « **Chaire ETI – Entrepreneuriat, Territoire, Innovation** », qui vise à accompagner les acteurs du territoire (entreprises, collectivités et institutions) dans la compréhension et l'anticipation des

grandes transitions (numérique, écologique, sociétale), afin de renforcer leur capacité d'adaptation et d'innovation.

Dans ce cadre, il est proposé d'attribuer une subvention de **140 000 €** à l'Institut d'Administration des Entreprises (IAE) de Paris pour ses travaux de recherche et ses actions de valorisation et de diffusion de la connaissance.

5. Soutien à une Question d'Intérêt Majeur (QIM)

Afin de mieux répondre aux grands enjeux de société, la Région Île-de-France s'appuie depuis 2022 sur un dispositif innovant : les Questions d'Intérêt Majeur (QIM). Ces QIM permettent de mobiliser l'expertise scientifique pour éclairer les politiques publiques régionales.

En 2025, une nouvelle QIM est lancée sur le thème : « **Apprentissages et troubles du neurodéveloppement chez l'enfant** », avec un appel à manifestation d'intérêt ouvert du 11 juillet au 18 septembre 2025.

Les troubles du neurodéveloppement (TND) touchent entre **5 et 15 % des enfants**, soit plus de **7 600 naissances concernées en 2024** en Île-de-France, selon la Haute Autorité de Santé. Ces troubles ont des impacts durables sur la scolarité, la vie familiale, les relations sociales et l'insertion professionnelle à l'âge adulte. Il s'agit donc d'un **enjeu majeur de santé publique et d'égalité des chances**.

Cette démarche vise à :

- Mieux comprendre les mécanismes neurocognitifs à l'œuvre durant l'enfance ;
- Identifier les signaux précoces de difficultés ;
- Concevoir des outils de repérage et d'accompagnement adaptés à la diversité des profils d'élèves.

Cette QIM est portée par l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris et coordonnée par Ghislaine Dehaene-Lambertz, directrice de l'Institut Robert-Debré du Cerveau de l'Enfant.

Pour soutenir ce programme de recherche sur trois ans, il est proposé d'attribuer :

- **1 000 000 € en autorisations d'engagement ;**
- **500 000 € en autorisations de programme.**

Les projets retenus dans le cadre de cette QIM sont détaillés dans les fiches projets en annexe 7 de la présente délibération.

6. Désaffectations suite aux désistements PRPhD et La science pour tous 2025

Par délibérations n° CP 2025-090 du 27 mars 2025 et n° CP 2025-135 du 19 juin 2025, la Région a attribué des subventions pour les projets « La science pour tous 2025 » et pour le financement de projets de thèse « Paris Région PhD -2025 ».

À la suite du désistement de porteurs de projets, il est proposé de :

- **Désaffecter 5 000 € d'autorisations d'engagement** attribués par délibération n° CP 2025-090 du 27 mars 2025 à l'université d'Evry Val Essonne pour le projet « Soirée CinéSciences » (convention n° EX091105) ;
- **Désaffecter 100 000 € d'autorisations d'engagement** attribués par délibération n° CP 2025-135 du 19 juin 2025 à l'université Paris Nanterre pour le projet « Hibiscus - Handicap psychique justice spatiale » (convention n° 25000522).

7. Versement du solde de l'aide DAEU à un étudiant

L'aide régionale au **DAEU (Diplôme d'accès aux études universitaires)** est délivrée en deux fois : un acompte de 500 € pendant l'année universitaire, sous réserve d'assiduité, le **solde de 500 €** au moment des examens finaux, sous réserve d'avoir bien été présent à l'ensemble de ces examens. Un étudiant pouvant préparer son DAEU sur plusieurs années, le règlement d'intervention du dispositif d'aide n'impose pas de limitation de durée pour se présenter aux examens.

Parmi les étudiants en reprise d'étude préparant le DAEU sur l'année universitaire 2020/2021 que les élus régionaux ont décidé de soutenir par délibération n° CP 2021-087 du 21 janvier 2021, un étudiant a finalement passé et réussi ses examens sur l'année universitaire 2024-2025. L'affectation globale permettant le versement des aides aux étudiants de l'année universitaire 2020/2021, votée par la délibération n° CP 2020-514 du 18 novembre 2020, étant caduque, il est proposé de verser le solde de l'aide à cet étudiant sur la base de la première affectation 2024/2025 pour les étudiants préparant le DAEU, votée par la délibération n° CP 2025-016 du 30 janvier 2025.

8. Modification des projets - Animation des résidences étudiantes par l'engagement de leurs résidents et Paris Saclay Summit

Par délibérations n° CP 2022-295 du 7 juillet 2022 et n° CP 2024-325 du 15 novembre 2024, la Région a attribué des subventions :

- de 20 000 € en faveur de l'**association ART ME UP** au titre du dispositif « **Animation des résidences étudiantes par l'engagement de leurs résidents** »,
- de 200 000 € en faveur de « Le Point » pour l'organisation du **Paris Saclay Summit -2025**.

Pour tenir compte des évolutions des projets et permettre l'utilisation des fonds attribués, il est proposé de modifier les budgets prévisionnels et les taux d'intervention de la Région, sans incidence sur le montant de subvention initialement attribuée.

Les fiches projets modifiées et les avenants aux conventions sont présentés en annexe 9-11 de la présente délibération.

9. Transfert de crédits

Afin de permettre ces affectations, il convient de transférer :

- **12 000 €** depuis le chapitre 906 « Action Economique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP 67-001 « Soutien à la recherche et à l'innovation », **action 16700104 « Projets d'innovation et de transfert de technologies »** vers le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation » programme HP 67-003 Soutien à la diffusion de la recherche », **action 1670030 « « Sciences et société -culture scientifique et technique »** du budget régional 2025 ;
- **58 346,08 €** depuis le chapitre 936 « Action Economique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP 67-001 « Soutien à la recherche et à l'innovation », **action 16700105 « Allocations de recherche et Chaires »** vers le chapitre 936 « Action Economique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP 67-003 Soutien à la diffusion de la recherche », **action 16700305 « Sciences et société-culture scientifique et technique »** du budget régional 2025 ;

- **28 500 €** depuis le chapitre 936 « Action Economique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP 67-001 « Soutien à la recherche et à l'innovation », **action 16700107 « Projets d'innovation et de transfert de technologie »** vers le chapitre 936 « Action Economique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP 67-003 Soutien à la diffusion de la recherche », **action 16700305 « Sciences et société-culture scientifique et technique »** du budget régional 2025 ;
- **110 000 €** depuis le chapitre 936 « Action Economique », déjà renseigné dans IRIS vers le chapitre 936 « Action Economique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP 67-003 Soutien à la diffusion de la recherche », **action 16700305 « Sciences et société-culture scientifique et technique »** du budget régional 2025 ;
- **63 153,92 €** depuis le chapitre XXXXXX vers le chapitre 936 « Action Economique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP 67-003 Soutien à la diffusion de la recherche », **action 16700305 « Sciences et société-culture scientifique et technique »** du budget régional 2025.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE AU RAPPORT

Tableau recapitulatif des projets La science pour tous 2026-2028

N.	Porteur du projet	Titre du projet	Montant proposé au vote en fonctionnement	Montant proposé au vote en investissement
1	AGORANOV	Les Startups Deeptech à l'Ecole	40 000 €	0 €
2	ASSOCIATION FRANCAISE POUR L'EDUCATION PAR LA RECHERCHE	La Rentrée en Sciences	16 000 €	2 500 €
3	ASSOCIATION POUR L'ANIMATION MATHÉMATIQUE - ANIMATH	Mathématiques sous tous les angles Pour toutes et tous, Déployer la médiation, Élargir l'accès aux activités périscolaires et Promouvoir le goût pour la recherche	25 000 €	0 €
4	ASSOCIATION SCIENCE OUVERTE	Science Ouverte en Ile-de-France : La CSTI au cœur des quartiers populaires	40 000 €	4 000 €
5	AST ASSOCIATION SCIENCE ET TELEVISION	Pariscience - Festival International du film scientifique	40 000 €	15 000 €
6	FONDATION POUR L'EDUCATION A LA SCIENCE DANS LE SILLAGE DE LA MAIN A LA PATE	Scientifiques dans la Cité	40 000 €	0 €
7	GAMES FOR CITIZENS	Sciences et jeux vidéo face aux défis sociétaux	40 000 €	15 000 €
8	L'ARBRE DES CONNAISSANCES - APSR	Ouvrir la science aux jeunes citoyens d'Ile- de-France	38 000 €	8 500 €
9	SCIENTIPOLE SAVOIRS SOCIETE	À la confluence de la science, de l'eau et des jeux	40 000 €	4 000 €
10	SORBONNE UNIVERSITE	Vis ma vie de chercheur(euse)	21 000 €	0 €
11	TRACES THEORIE REFLEXE APPREND COMM EDUCAT SCIENTIF	Living lab science, culture, société 2 : Renforcer les dialogues, outiller les acteurs, soutenir les transitions	40 000 €	15 000 €
12	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	RÉSONANCES	40 000 €	10 000 €
13	UNIVERSITE PARIS- SACLAY	Maison d'Initiation et de Sensibilisation aux Sciences	40 000 €	0 €
Total			460 000 €	74 000 €

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 20 NOVEMBRE 2025

ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS "LA SCIENCE POUR TOUS" - PROJETS PLURIANNUELS 2026-2028, QIM 2025, CHAIRE ETI ET PARIS SACLAY SUMMIT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de la commande publique ;

VU le code de l'éducation et notamment son article L. 214-2 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°2013-660 du 22 juillet 2013 « Enseignement supérieur recherche » ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 « modifiée » relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée ;

VU la délibération n° CP 2017-511 du 22 novembre 2017 modifiant les règlements d'intervention de l'aide régionale au mérite et de l'aide au passage du DAEU ;

VU la délibération n° CP 2019-142 du 19 mars 2019 portant ajustement des dispositifs régionaux en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU la délibération CR 33-10 relative au règlement budgétaire et financier de la Région, prorogé par la délibération n° CR 2021-055 du 21 janvier 2021 ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-043 du 21 juillet 2021 relative à la révision de la Charte pour une nouvelle éthique politique en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2022-295 du 7 juillet 2022 adoptant les subventions 2022-2023 au titre du dispositif « Animation des résidences étudiantes par l'engagement de leurs résidents » ;

VU la délibération n° CR 2022-067 du 9 novembre 2022 portant Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) 2023 - 2028 ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1er juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2ème rapport 2023 ;

VU la délibération n° CP2023-417 du 17 novembre 2023 relative à l'attribution des subventions 2023 dans le cadre de la science pour tous projets pluriannuels 2022-2024 et à la question d'intérêt majeur vulnérabilité pulmonaire ;

VU la délibération CP 2024-325 du 15 novembre 2024 portant attribution des subventions 2024 dans le cadre de la Science pour tous – projets pluriannuels, Questions d'intérêt majeur (QIM) 2024 et soutien en faveur de l'entrepreneuriat étudiant ;

VU la délibération CP 2025-016 du 30 janvier 2025 portant dotation 2025 au GIP Genopole, formation supérieures et vie étudiante ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2025 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-319 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : La science pour tous – projets pluriannuels 2026-2028

Décide de participer au titre du dispositif de soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne au financement des **13 projets** détaillés en annexe 1 à la présente délibération (fiches projets La science pour tous), par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **460 000 €** en fonctionnement et **74 000 €** en investissement.

Adopte la convention-type jointe en annexe 2 à la présente délibération.

Subordonne le versement des subventions à la signature par chaque bénéficiaire d'une convention conforme à la convention-type jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **460 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 936 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP 67-003 « Soutien à la diffusion de la recherche », action 16700305 « Sciences et société – culture scientifique et technique » du budget 2025.

Affecte une autorisation de programme de **74 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 906 Action économique, code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP 67-003 « Soutien à la diffusion de la recherche », Action 16700301 « Sciences et société – culture scientifique et technique » du budget 2025.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles au 1er septembre 2025, par dérogation prévue à l'article 17 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 2 : Marché de prestations intellectuelles du programme « Paroles de chercheuses et de chercheurs »

Affecte une autorisation d'engagement de **171 846 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme HP67-003 « Soutien à la diffusion de la recherche », action 16700305 « Sciences et société - culture scientifique et technique » du budget 2025, en vue d'un marché de prestations, destiné à la reconduction du programme « Paroles de chercheuses et de chercheurs » pour les années 2026-2028.

Article 3 : Soutien au Paris-Saclay Summit

Décide d'attribuer une subvention spécifique d'un montant total de 200 000 € pour l'organisation d'un événement scientifique « Pars Saclay Summit » détaillé en annexe 3 à la présente délibération.

Adopte la convention jointe en annexe 4 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature par le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention en annexe 4 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **200 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 936 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP 67-003 « Soutien à la diffusion de la recherche », action 16700302 « Coopération scientifique et accueil des chercheurs » du budget 2025.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles au 1er septembre 2025 par dérogation prévue à l'article 17 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 4 : soutien régional pour une chaires de recherche en sciences humaines et sociales

Décide de participer, au titre du dispositif « Contrats de recherche », au financement d'un projet de chaire de recherche en sciences humaines et sociales, par l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de **140 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention-type adoptée en annexe 5 (avec la fiche projet en annexe 6) et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **140 000 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP67-001 « Soutien à la Recherche et à l'innovation », action 16700105 « Allocations de recherche et chaires ».

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles au 1er septembre 2025 par dérogation prévue à l'article 17 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 5 : QIM - Soutien aux dépenses de fonctionnement et d'investissement

Décide de participer, au titre du dispositif de soutien aux programmes de recherche, au financement d'une Question d'Intérêt Majeur détaillée dans les fiches projet en annexe 7 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 000 000 €** en fonctionnement et **500 000 €** en investissement.

Subordonne le versement des subventions à la signature avec le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération CP2023-417 du 17 novembre 2023 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **1 000 000 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP 67-001 « Soutien à la recherche et à l'innovation », action 16700106 « Programmes de recherche d'intérêt majeur » du budget 2025.

Affecte une autorisation de programme de **500 000 €** disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP 67-001 « Soutien à la recherche et à l'innovation », action 16700103 « Programmes de recherche d'intérêt majeur » du budget 2025.

Article 6 : désaffectation à la suite d'un désistement « La science pour tous 2025 - projets ponctuels »

Désaffecte **5 000 €** attribués par délibération n° CP 2025-090 du 27 mars 2025 à l'université d'Evry Val Essonne pour le projet « Soirée CinéSciences » (convention n° EX091105) sur le chapitre budgétaire 936 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP 67-003 « Soutien à la diffusion de la recherche », action 16700305 « Sciences et société – culture scientifique et technique » du budget 2025.

Article 7 : désaffectation à la suite d'un désistement « PR PhD – 2025 »

Désaffecte **100 000 €** attribués par délibération n° CP 2025-135 du 19 juin 2025 à l'université Paris Nanterre pour le projet « Hibiscus - Handicap psychique justice spatiale » (convention n° 25000522), sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP67-001 « Soutien à la recherche et à l'innovation », action 16700105 « Allocations de recherche et chaires » du budget 2025.

Article 8 : versement du solde de l'aide DAEU à un étudiant

Autorise de verser le solde de l'aide DAEU de **500 €** à un étudiant que les élus régionaux ont décidé de soutenir par délibération n°CP 2021-87 du 21 janvier 2021 sur la base de l'autorisation d'engagement affectée en article 3 votée par la délibération n°CP2025-016 du 30 janvier 2025.

Article 9 : avenant à la convention EX 065235 (ART ME UP - Animation des résidences étudiantes par l'engagement de leurs résidents)

Approuve l'avenant n°1 à la convention n° EX 065235 (avec la fiche projet), tel que présenté en annexe 9 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 10 : avenant à la convention n° 24007934 (Paris Saclay Summit -2025)

Approuve l'avenant n° 1 à la convention n° 24007934 (avec la fiche projet), tel que présenté en annexes 10-11 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Fiches projets La science pour tous pluriannuels 2026-2028

DOSSIER N° EX098240 - La science pour tous - projets pluriannuels - 2026-2028 - AGORANOV Startups Deeptech à l'Ecole (A1)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 936-67-65742-167003-1800

Action : 16700305- Sciences et société - culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	150 000,00 € TTC	26,67 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGORANOV

Adresse administrative : 96 BIS BOULEVARD RASPAIL
75006 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Jean-Charles POMEROL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter du 01/09/2025 conformément à l'appel à projet.

Description :

La démarche Les Startups à l'École rapproche publics scolaires et startups innovantes à l'occasion de projets pédagogiques imaginés dans des disciplines scolaires variées. Avec le nouveau partenariat d'Agoranov avec les PULs de Sorbonne Université et PSL, qui soutiennent tous deux les Startups à l'École, les projets élaborés à l'initiative des enseignants seront désormais orientés vers les startups deeptechs. Quels que soient leur parcours et leur niveau scolaire, les élèves auront l'occasion de rencontrer des chercheurs, doctorants, scientifiques qui ont décidé de transformer les résultats de leurs recherches en entreprise innovante. Les élèves peuvent découvrir les sciences autrement tout en accédant à un écosystème innovant et créatif. Elles et ils sont invités à étudier des problématiques réelles rencontrées par la startup, à imaginer et à concevoir des solutions concrètes et même à créer et à réaliser des maquettes et des prototypes (lampe intelligente, micro-méthaniseur etc.).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la

République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Indicateurs :

- nombre de projets pédagogiques mis en place : 30,
- nombre d'élèves impliqué(es) : 900,
- nombre de startups deeptech mobilisées : 30.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (hors bénévoles et personnel statutaire) : animateurs, intervenants, prestataires	120 000,00	80,00%
Fournitures et consommables	3 000,00	2,00%
Frais de communication et de publication	11 000,00	7,33%
Frais de transport	9 000,00	6,00%
Frais administratifs et divers (hors frais bancaires frais de gestion comptable et d'immobilisation)	7 000,00	4,67%
Total	150 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Île-de-France	40 000,00	26,67%
Autres subventions publiques en fonctionnement de l'Etat (autre ministère ou services déconcentrés)	60 000,00	40,00%
Organisme de recherche et d'enseignement supérieur	50 000,00	33,33%
Total	150 000,00	100,00 %

**DOSSIER N° EX098243 - La science pour tous - projets pluriannuels - 2026-2028 -
AFPER La Rentrée en Sciences (A1)**

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) -
Fonctionnement (n° 00000172)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 936-67-65742-167003-1800

Action : 16700305- Sciences et société - culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	31 000,00 € TTC	51,61 %	16 000,00 €
	Montant total de la subvention		16 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION FRANCAISE POUR
L'EDUCATION PAR LA RECHERCHE
Adresse administrative : 55 AVENUE GEORGES CLEMENCEAU
92330 SCEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ANGE ANSOUR, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter du 01/09/2025 conformément à l'appel à projet.

Description :

La Rentrée en Sciences transforme le rituel de la rentrée en un rendez-vous unique entre les classes et les laboratoires.

De la maternelle jusqu'au lycée, de l'astrophysique à la génétique en passant par l'IA, les chercheurs partenaires conçoivent chaque année 10 défis inspirés de leurs travaux actuels et les lancent à toutes les classes participantes pour démarrer l'année scolaire sous le signe de la curiosité, de l'innovation et des savoirs.

Chaque défi est constitué de :

- une vidéo du chercheur pour les élèves
- un dossier clé en main pour les enseignants.

Les deux premières éditions ont réuni au niveau national 22 000 élèves.

En Ile-de-France, ce dispositif national sera renforcé chaque année pour les :

1/ Elèves : séquence complète Sciences de la Rentrée jusqu'à la Fête de la Science où 5 webinaires réunissent classes et chercheurs autour des défis

2/ Enseignants : séminaire en présentiel avec les chercheurs, formation et espace numérique dédié.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Indicateurs :

- nombre d'élèves ayant participé : au moins 5 000,
- pourcentage de classes QPV, REP, et zones rurales/excentrées : au moins 50%,
- nombre de scientifiques franciliens mobilisés : 5 au moins par an,
- nombre d'événements organisés pour les enseignants et les élèves : 7 par an,
- nombre de Défis conçus par des chercheurs franciliens : 5,
- nombre de thématiques scientifiques diverses abordées : 5.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE ET MARNE
- YVELINES
- ESSONNE
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (hors bénévoles et personnel statutaire) : animateurs, intervenants, prestataires	26 000,00	83,87%
Fournitures et consommables	2 000,00	6,45%
Frais de communication et de publication	500,00	1,61%
Frais de transport	500,00	1,61%
Frais de restauration	0,00	0,00%
Frais d'hébergement	200,00	0,65%
Locations de salles	1 000,00	3,23%
Frais administratifs et divers (hors frais bancaires frais de gestion comptable et d'immobilisation)	800,00	2,58%
Total	31 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	3 000,00	9,68%
Conseil régional d'Île-de-France	16 000,00	51,61%
Subvention privée / Fondation / Mécénat d'entreprise	12 000,00	38,71%
Total	31 000,00	100,00 %

DOSSIER N° EX098244 - La science pour tous - projets pluriannuels - 2026-2028 - ANIMATH Mathématiques sous tous les angles (A1)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 936-67-65742-167003-1800

Action : 16700305- Sciences et société - culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	143 000,00 € TTC	17,48 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANIMATH ASS POUR ANIMATION MATHEMATIQUE

Adresse administrative : 11 RUE PIERRE ET MARIE CURIE
75231 PARIS 5E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur FRANCOIS FINKBEINER, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter du 01/09/2025 conformément à l'appel à projets.

Description :

Le projet présenté par ANIMATH est constitué de 3 actions : deux actions visant à faire découvrir la recherche mathématique et ses innombrables interactions avec la société (environnement, IA, sciences sociales, sports, arts, ...) s'adressent aux lycéennes et lycéens : Le Tournoi Français des Jeunes Mathématiciennes et Mathématiciens et les Rendez-vous des Jeunes Mathématiciennes et Informaticiennes. Une troisième action de médiation à destination des plus jeunes, du grand public est conduite en nom du consortium de 13 associations ou sociétés savantes, rassemblées pour piloter l'organisation du Salon de la Culture et Jeux Mathématiques. L'expertise accumulée par ANIMATH et ses partenaires (enseignement supérieur, centre de recherche,) dans la préparation et la réalisation de ces actions, couplée avec l'implication de très nombreux bénévoles militent pour amplifier le rayonnement de ces initiatives en améliorant leur pénétration partout en région et élargir le nombre de bénéficiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Indicateurs :

- nombre de visiteurs accueillis sur le Salon Culture et jeux Mathématiques : 10 000 (présentiel et distanciel),
- nombre de jeunes initiés à la recherche mathématique lors d'événements : 500,
- nombre de « RJMI » en coordination avec les établissements scientifiques franciliens : 5,
- nombre « TFJM² » régionaux organisés : 2.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (hors bénévoles et personnel statutaire) : animateurs, intervenants, prestataires	59 500,00	41,61%
Fournitures et consommables	4 000,00	2,80%
Frais de communication et de publication	6 500,00	4,55%
Frais de transport	27 500,00	19,23%
Frais de restauration	2 000,00	1,40%
Frais d'hébergement	2 000,00	1,40%
Locations de salles	35 000,00	24,48%
Frais administratifs et divers (hors frais bancaires frais de gestion comptable et d'immobilisation)	6 500,00	4,55%
Total	143 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	27 500,00	19,23%
Conseil régional d'Île-de-France	25 000,00	17,48%
Subvention publique en fonctionnement apportée par une collectivité territoriale ou un groupement	20 000,00	13,99%
Autre subvention publique en fonctionnement apportée par l'Etat (MESRI / DRARI)	15 000,00	10,49%
Autres subventions publiques en fonctionnement de l'Etat (autre ministère ou services déconcentrés)	6 500,00	4,55%
Organisme de recherche et d'enseignement supérieur	32 000,00	22,38%
Subvention privée / Fondation / Mécénat d'entreprise	17 000,00	11,89%
Total	143 000,00	100,00 %

DOSSIER N° EX098245 - La science pour tous - projets pluriannuels - 2026-2028 - AST ASSOCIATION SCIENCE ET TELEVISION Pariscience - Festival International du film scientifique (A1)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 936-67-65742-167003-1800

Action : 16700305- Sciences et société - culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	334 440,00 € TTC	11,96 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AST ASSOCIATION SCIENCE ET TELEVISION

Adresse administrative : 204 RUE DU CHATEAU DES RENTIERS
75013 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Aline HOUDY, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter du 01/09/2025 conformément à l'appel à projet.

Description :

Depuis 2005, l'Association Science & Télévision organise PARISCIENCE, le festival international du film scientifique, en octobre, au Muséum national d'Histoire naturelle, à l'Institut de physique du globe de Paris et en ligne. Près de 90 films internationaux récents y sont présentés gratuitement dans tous les formats, sur toutes les thématiques scientifiques et pour tous les publics.

Le dialogue sciences/société étant au cœur du projet, les séances sont suivies de rencontres avec les scientifiques et équipes des films. PARISCIENCE encourage la collaboration entre les professionnels de l'audiovisuel, de la recherche et de la CSTI, à travers les projets de son incubateur et des rencontres.

Au-delà de l'événement ponctuel, l'AST propose de multiples actions à l'année : projections « hors-les-murs » en Île-de-France, projets scolaires (jurys et reprise du palmarès) en classes,

ateliers de sensibilisation à l'audiovisuel scientifique pour les chercheurs, rencontres professionnelles...

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Indicateurs :

- fréquentation festival grand public : 6000,
- fréquentation festival jeune public : 6200,
- nombre de films projetés festival grand public : 90,
- nombre de films projetés festival jeune public : 40,
- nombre de séances-événements festival grand public : 2,
- nombre de séances spéciales festival jeune public : 10.

Localisation géographique :

- PARIS
- SAINT-AUBIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (hors bénévoles et personnel statutaire) : animateurs, intervenants, prestataires	232 340,00	69,47%
Fournitures et consommables	18 850,00	5,64%
Frais de communication et de publication	33 500,00	10,02%
Frais de transport	5 600,00	1,67%
Frais de restauration	14 850,00	4,44%
Frais d'hébergement	1 000,00	0,30%
Locations de salles	23 000,00	6,88%
Frais administratifs et divers (hors frais bancaires frais de gestion comptable et d'immobilisation)	5 300,00	1,58%
Total	334 440,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	27 440,00	8,20%
Conseil régional d'Ile-de-France	40 000,00	11,96%
Subvention publique en fonctionnement apportée par une collectivité territoriale ou un groupement	19 000,00	5,68%
Autre subvention publique en fonctionnement apportée par l'Etat (MESR / DRARI)	35 000,00	10,47%
Autres subventions publiques en fonctionnement de l'Etat (autre ministère ou services déconcentrés)	61 000,00	18,24%
Organisme de recherche et d'enseignement supérieur	130 000,00	38,87%
Autres établissements publics	22 000,00	6,58%
Total	334 440,00	100,00 %

**DOSSIER N° EX098246 - La science pour tous - projets pluriannuels - 2026-2028 -
FONDATION POUR L'ÉDUCATION A LA SCIENCE DANS LE SILLAGE DE LA MAIN A LA
PATE Scientifiques dans la Cité (A1)**

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) -
Fonctionnement (n° 00000172)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 936-67-65742-167003-1800

Action : 16700305- Sciences et société - culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	66 087,00 € TTC	60,53 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION POUR L'EDUCATION A LA
SCIENCE DANS LE SILLAGE DE LA MAIN
A LA PATE
Adresse administrative : 43 RUE DE RENNES
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur DAVID JASMIN, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter du 01/09/2025 conformément à l'appel à projet.

Description :

Forte d'une expérience de 30 ans dans l'éducation scientifique, la Fondation La main à la pâte et ses partenaires universitaires déploieront dans 3 cités éducatives de l'académie de Créteil et dans 3 collèges présentant un IPS faible, un ensemble d'aides permettant de développer des actions de culture scientifique auprès des élèves et des familles. Parrainé par le prix Nobel Alain Aspect, ce projet a comme ambition de réduire les inégalités d'accès aux sciences, de lutter contre l'autocensure des filles dans ce domaine et de former de futurs citoyens éclairés en s'appuyant sur le tissu scientifique environnant. Pendant 3 ans, les classes seront accompagnées par des chercheurs, des personnels d'entreprise et des étudiants en sciences d'universités franciliennes. Le dispositif intégrera la formation des enseignants, l'équipement en matériel et une évaluation permettant de mesurer les effets

des activités mises en place.

Le bénéficiaire s'engage à :

- Déployer des interventions scientifiques d'étudiants, dont des doctorants en sciences auprès des élèves et des enseignants de 3 Cités éducatives en impliquant activement les équipes pédagogiques des écoles élémentaires de ces territoires ;
- Faire intervenir des chercheurs du monde académique et de l'entreprise dans des classes d'excellence en mathématiques de 3 collèges REP/REP+ ou présentant un IPS faible présentant au moins 50 % de jeunes filles
- Mobiliser et former chaque année environ 15 étudiants scientifiques pour accompagner les classes, avec un module spécifique sur la médiation en milieu scolaire, les inégalités d'accès aux sciences et la lutte contre les stéréotypes.
- Organiser des sessions de formation, animées notamment par la MPLS et LAMAP, à destination des enseignants, éducateurs et étudiants.
- Sensibiliser les enfants et les jeunes à la méthode scientifique, aux grands enjeux du XXI^e siècle (écologie, numérique, santé...), et à la diversité des métiers scientifiques.
- Organiser au moins une action phare dans chaque territoire associant les parents et leurs enfants.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Indicateurs :

Nombre d'étudiants recrutés et formés : 13,
Nombre de scientifiques impliquées : 6,
Nombre d'ateliers scientifiques réalisés : 80,
Nombre d'enfants/jeunes bénéficiaires : 700,
Nombre d'événements organisés : 6
Nombre de participants aux événements : 300

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (hors bénévoles et personnel statutaire) : animateurs, intervenants, prestataires	61 944,00	93,73%
Frais de communication et de publication	696,00	1,05%
Frais de transport	300,00	0,45%
Frais administratifs et divers (hors frais bancaires frais de gestion comptable et d'immobilisation)	3 147,00	4,76%
Total	66 087,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	1 087,00	1,64%
Conseil régional d'Ile-de-France	40 000,00	60,53%
Subvention publique en fonctionnement apportée par une collectivité territoriale ou un groupement	15 000,00	22,70%
Subvention privée / Fondation / Mécénat d'entreprise	10 000,00	15,13%
Total	66 087,00	100,00 %

**DOSSIER N° EX098247 - La science pour tous - projets pluriannuels - 2026-2028 -
GAMES FOR CITIZENS Sciences et jeux vidéo face aux défis sociétaux (A1)**

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) -
Fonctionnement (n° 00000172)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 936-67-65742-167003-1800

Action : 16700305- Sciences et société - culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	139 444,00 € TTC	28,69 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GAMES FOR CITIZENS

Adresse administrative : 5 ALLEE DE L'EGLISE
93340 LE RAINCY

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur JEROME LEGRIX-PAGES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter du 01/09/2025 conformément à l'appel à projet.

Description :

Ce projet s'adresse aux enseignants, aux médiateurs, aux associations, aux publics scolaires et aux publics éloignés des sciences, jeunes et adultes, notamment dans les Cités éducatives. Il vise à diffuser la culture scientifique en Ile-de-France via des outils vidéoludiques innovants.

Par ses publics et son inclusivité, le jeu vidéo est un média particulièrement adapté à la médiation des savoirs, mais il reste un média qui se révèle onéreux à créer. Fort de son expertise en création, en formation et en médiation, Games for Citizens mobilisera les investissements des universités et des structures de recherche membres pour les mettre au service de nouveaux publics. Le présent projet articule coconstruction entre tous les publics et experts, formations, ressources mutualisées (jeux et documents de facilitation) et diffusion gratuite. Il s'appuie sur le réseau Ikigai pour structurer une dynamique régionale partagée, accessible et innovante en faveur des professionnels et du grand public.

Pour la première année, le bénéficiaire s'engage dans les actions suivantes :

- Finalisation et diffusion de 1 jeu scientifique (parmi les 3 visés)
- Lancement du programme de formation hybride
- Formation d'un premier noyau de 50 professionnels de la médiation et de l'enseignement
- Mise à disposition sur ikigai.games de jeux déjà réalisés avec fiches d'animation
- Déploiement dans 2 Cités éducatives et 3 lycées pilotes
- Production et diffusion de 10 premières ressources labellisées (quiz, flashcards, rank-it...)
- Participation/animation dans 15 événements au minimum (en ligne, présentiel, hybride)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Indicateurs :

- Nombre de professionnels formés : 250,
- Nombre de publics scolaires touchés (collège/lycée) : 500,
- Nombre de participants grand public et associatif (événements) : 1 000,
- Nombre de chercheurs impliqués dans le projet : 150.

Localisation géographique :

- PARIS
- LE MEE-SUR-SEINE
- PROVINS
- MITRY-MORY
- GIF-SUR-YVETTE
- ORSAY
- PALAISEAU
- SACLAY
- CLICHY-SOUS-BOIS
- SEVRAN
- CERGY
- MORET LOING ET ORVANNE
- EVRY-COURCOURONNES
- VILLETANEUSE
- VERSAILLES
- LES ULIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (hors bénévoles et personnel statutaire) : animateurs, intervenants, prestataires	139 444,00	100,00 %
Total	139 444,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	9 444,00	6,77%
Conseil régional d'Ile-de-France	40 000,00	28,69%
Subvention publique en fonctionnement apportée par une collectivité territoriale ou un groupement	10 000,00	7,17%
Autres subventions publiques en fonctionnement apportées par une collectivité ou groupement	10 000,00	7,17%
Autres subventions publiques en fonctionnement de l'Etat (autre ministère ou services déconcentrés)	5 000,00	3,59%
Organisme de recherche et d'enseignement supérieur	5 000,00	3,59%
Autres établissements publics	60 000,00	43,03%
Total	139 444,00	100,00 %

DOSSIER N° EX098248 - La science pour tous - projets pluriannuels - 2026-2028 - L'ARBRE DES CONNAISSANCES - APSR Ouvrir la science aux jeunes citoyens d'Ile-de-France (A1)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 936-67-65742-167003-1800

Action : 16700305- Sciences et société - culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	133 007,00 € TTC	28,57 %	38 000,00 €
	Montant total de la subvention		38 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APSR - L'ARBRE DES CONNAISSANCES
ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES SCIENCES ET DE LA RECHERCHE

Adresse administrative : HOPITAL SAINT LOUIS IUH CENTRE HAYE
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame VANESSA BERTHOME, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter du 01/09/2025 conformément à l'appel à projet.

Description :

L'Arbre des Connaissances souhaite accentuer en Ile-de-France ses missions de renforcement des liens science-société, d'éveil de l'esprit critique et de montée en compétences des jeunes. Ce projet vise à favoriser l'accès à la culture scientifique pour tous et la mise en place d'un dialogue sciences-société équilibré en aidant :

Les jeunes, notamment les plus éloignés des sciences, à s'approprier des enjeux science-société, pour les aider à développer leur capacité d'analyse, de questionnement et de raisonnement. Les professionnels de la recherche à prendre en compte les réflexions des jeunes afin d'améliorer le partage des connaissances scientifiques.

Les professionnels de l'éducation, de la culture et de la prévention à utiliser les ressources produites par l'association en partenariat avec le monde de la recherche.

Pour cela, **3 actions seront renforcées sur le territoire régional en direction des adolescents : Apprentis Chercheurs, Jouer à Débattre, MAAD Digital :**

- Apprentis Chercheurs (AC) consiste en l'accueil de collégiens et lycéens dans les laboratoires de recherche pour la réalisation de projets scientifiques sur le temps long (8 à 10 séances). Encadrés en binôme par des professionnels de la recherche, ils s'initient à la démarche scientifique et restituent leurs travaux à l'oral en fin d'année lors de congrès, à la manière des chercheurs ;
- Jouer à Débattre (JAD) permet la mise à disposition gratuite de supports pédagogiques auprès des professionnels de l'éducation et de la culture pour intéresser les jeunes aux sciences par le jeu, éveiller leur esprit critique et les éduquer à la citoyenneté par le débat. L'ADC conçoit ces ressources avec les jeunes et en partenariat avec des scientifiques. Elle accompagne les professionnels pour l'utilisation des supports et le suivi de leurs projets pédagogiques ;
- MAAD Digital est un média d'information scientifique sur les mécanismes des addictions, qui met à disposition des contenus variés, scientifiquement éprouvés et produits par des chercheurs experts des thématiques. Ces contenus d'information destinés aux jeunes de 13 à 25 ans sont diffusés sur le site www.maad-digital.fr et sur les réseaux sociaux. Depuis 2024, l'audience de MAAD Digital atteint une moyenne de 160 000 utilisateurs par an en Ile-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Indicateurs :

- nombre de jeunes apprentis chercheurs : 240,
- nombre de doctorants et personnels de recherche formés à la médiation : 110,
- évolution du nombre de professionnels utilisateurs Jouer à Débattre : +270,
- nombre de professionnels utilisateurs de Jouer à Débattre formés : 170,
- nombre de séances de Jouer à Débattre en IDF dans le cadre de la Fête de la Science 2026 : 7.

Localisation géographique :

- PARIS
- MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
- VERSAILLES
- VIROFLAY
- VELIZY-VILLACOUBLAY
- PALAISEAU
- AUBERVILLIERS
- SAINT-DENIS
- AULNAY-SOUS-BOIS
- BOBIGNY
- BONDY
- LE BOURGET
- ARCUEIL
- LE KREMLIN-BICETRE
- VILLEJUIF
- CRETEIL
- CHARENTON-LE-PONT
- CHEVILLY-LARUE
- SAINT-MAUR-DES-FOSSES
- VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

- VITRY-SUR-SEINE
- SAINT-DENIS (LA PLAINE SAINT-DENIS)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (hors bénévoles et personnel statutaire) : animateurs, intervenants, prestataires	111 457,00	83,80%
Fournitures et consommables	400,00	0,30%
Frais de communication et de publication	17 600,00	13,23%
Frais de transport	550,00	0,41%
Frais de restauration	2 500,00	1,88%
Frais administratifs et divers (hors frais bancaires frais de gestion comptable et d'immobilisation)	500,00	0,38%
Total	133 007,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	2 500,00	1,88%
Conseil régional d'Île-de-France	38 000,00	28,57%
Autres subventions publiques en fonctionnement apportées par une collectivité ou groupement	10 000,00	7,52%
Autre subvention publique en fonctionnement apportée par l'Etat (MESRI / DRARI)	18 000,00	13,53%
Autres subventions publiques en fonctionnement de l'Etat (autre ministère ou services déconcentrés)	12 640,00	9,50%
Subvention privée / Fondation / Mécénat d'entreprise	51 867,00	39,00%
Total	133 007,00	100,00 %

DOSSIER N° EX098249 - La science pour tous - projets pluriannuels - 2026-2028 - SCIENTIPOLE SAVOIRS SOCIETE À la confluence de la science, de l'eau et des jeux (A1)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 936-67-65742-167003-1800

Action : 16700305- Sciences et société - culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	123 797,00 € TTC	32,31 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCUBE SCIENTIPOLE SAVOIRS SOCIETE
POLE DIFFUSION CULTURE
SCIENTIFIQUE ILE DE FRANCE SUD

Adresse administrative : RUE D ARGONNE
91940 LES ULIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur ROLAND SALESSE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter du 01/09/2025 conformément à l'appel à projet.

Description :

Le projet s'articule autour d'actions ayant pour thématique l'eau avec le jeu comme fil conducteur avec en point d'orgue le 20ème anniversaire de S[cube].

Conception d'une ressource itinérante :

S[lab] : enquêtes immersives à mi-chemin entre le jeu de rôle et l'escape-game, les participants doivent résoudre une enquête. Trois formats seront développés : un format avec décor, une petite forme dédiée à l'animation et un format illustré pour les plus jeunes.

Des actions de rencontres avec des scientifiques :

Eurêkartes : Le principe est d'investir un lieu de convivialité pour parler de science, en accueillant un scientifique. La soirée débute par une présentation suivie d'un temps d'échange, et se termine par une session de jeux de société.

Questions pour un doctorant conçue avec la Diagonale Paris-Saclay est un format qui favorise l'échange entre doctorants et lycéens qui découvrent leur quotidien à travers un brise-glace ludique, une interview express et un speed meeting.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Indicateurs :

- nombre de séances « Questions pour un(e) Doctorant(e) » en 2026 : 26,
- nombre de séances QPV « Questions pour un Doctorant » : 10,
- nombre de séances « Questions pour un Doctorant » dans le cadre de la Fête de la Science 2026 et Paris Saclay Summit : 12,
- nombre d'événements autour des thématiques ciblées : 3.

Localisation géographique :

- LAGNY-SUR-MARNE
- ELANCOURT
- GUYANCOURT
- MAGNY-LES-HAMEAUX
- MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
- TRAPPES
- VERSAILLES
- RAMBOUILLET
- LE VESINET
- BALLAINVILLIERS
- CHAMPLAN
- CHILLY-MAZARIN
- EPINAY-SUR-ORGE
- LONGJUMEAU
- MASSY
- SAULX-LES-CHARTREUX
- VILLEBON-SUR-YVETTE
- LA VILLE-DU-BOIS
- BURES-SUR-YVETTE
- GIF-SUR-YVETTE
- GOMETZ-LE-CHATEL
- IGNY
- ORSAY
- PALAISEAU
- SACLAY
- SAINT-AUBIN
- VAUHALLAN
- VILLIERS-LE-BACLE
- CORBEIL-ESSONNES
- MORSANG-SUR-ORGE
- SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS
- SAINT-MICHEL-SUR-ORGE
- VIRY-CHATILLON
- WISSOUS
- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
- MONTLHERY
- NOZAY
- VILLEJUST

- VERRIERES-LE-BUISSON
- LES ULIS
- SCEAUX
- CACHAN
- CHAMPIGNY-SUR-MARNE
- EVRY-COURCOURONNES
- MARCOUSSIS
- LINAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (hors bénévoles et personnel statutaire) : animateurs, intervenants, prestataires	106 452,00	85,99%
Fournitures et consommables	6 345,00	5,13%
Frais de communication et de publication	5 125,00	4,14%
Frais de transport	3 840,00	3,10%
Frais de restauration	1 035,00	0,84%
Frais d'hébergement	250,00	0,20%
Locations de salles	750,00	0,61%
Frais administratifs et divers (hors frais bancaires frais de gestion comptable et d'immobilisation)	0,00	0,00%
Total	123 797,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	8 697,00	7,03%
Conseil régional d'Île-de-France	40 000,00	32,31%
Subvention publique en fonctionnement apportée par une collectivité territoriale ou un groupement	30 000,00	24,23%
Autres subventions publiques en fonctionnement apportées par une collectivité ou groupement	5 000,00	4,04%
Autre subvention publique en fonctionnement apportée par l'Etat (MESR/ DRARI)	5 000,00	4,04%
Autres subventions publiques en fonctionnement de l'Etat (autre ministère ou services déconcentrés)	10 000,00	8,08%
Organisme de recherche et d'enseignement supérieur	5 000,00	4,04%
Autres établissements publics	2 600,00	2,10%
Subvention privée / Fondation / Mécénat d'entreprise	17 500,00	14,14%
Total	123 797,00	100,00 %

DOSSIER N° EX098250 - La science pour tous - projets pluriannuels - 2026-2028 - SORBONNE UNIVERSITE Vis ma vie de chercheur(euse) - A1

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 936-67-657382-167003-1800

Action : 16700305- Sciences et société - culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	54 000,00 € HT	38,89 %	21 000,00 €
	Montant total de la subvention		21 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SORBONNE UNIVERSITE

Adresse administrative : 21 RUE DE L'ECOLE DE MEDECINE
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Madame NATHALIE DRACH TEMAM, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter du 01/09/2025 conformément à l'appel à projet.

Description :

Vis ma vie de chercheur(euse) (VMDC) est une action de médiation scientifique pour les lycéens et lycéennes franciliens de première et terminale (70 classes/an). Les élèves réalisent à Sorbonne Université des travaux pratiques ludiques en biologie, physique ou chimie pour :

- pratiquer la démarche scientifique avec des instruments de laboratoire,
- éveiller l'intérêt pour les sciences, en particulier chez les filles,
- découvrir l'université et ses filières.

C'est une expérience de médiation scientifique formatrice pour les doctorants (rémunérés) qui encadrent les séances. Leur proximité d'âge avec les élèves facilite les échanges informels, leur intervention valorise la féminisation des carrières scientifiques et favorise l'ouverture vers l'enseignement supérieur pour toutes et tous.

Enfin, la pérennisation du projet sur 3 ans permettra d'inclure une étude sociologique pour

évaluer son impact sur les représentations des sciences et les aspirations d'orientation des élèves.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Indicateurs :

- Nombre de séances : \approx 40 séances,
- Pourcentage des jeunes filles parmi les élèves touchés : \approx 60%,
- Nombre d'élèves touchés : \approx 2100,
- Nombre de personnes accompagnatrices touchées : \approx 150.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (hors bénévoles et personnel statutaire) : animateurs, intervenants, prestataires	42 000,00	77,78%
Fournitures et consommables	3 500,00	6,48%
Frais de communication et de publication	500,00	0,93%
Frais de transport	1 500,00	2,78%
Locations de salles	6 500,00	12,04%
Total	54 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Île-de-France	21 000,00	38,89%
Organisme de recherche et d'enseignement supérieur	33 000,00	61,11%
Total	54 000,00	100,00 %

**DOSSIER N° EX098254 - La science pour tous - projets pluriannuels - 2026-2028 -
UNIVERSITE PARIS-SACLAY Maison d'Initiation et de Sensibilisation aux Sciences
(A1)**

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) -
Fonctionnement (n° 00000172)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 936-67-657382-167003-1800

Action : 16700305- Sciences et société - culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	125 000,00 € TTC	32,00 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS SACLAY

Adresse administrative : 3 RUE JOLIOT-CURIE
91190 GIF SUR YVETTE

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et
Professionnel

Représentant : Madame Valérie FORTUNA, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter du 01/09/2025 conformément à l'appel à projet.

Description :

La MISS s'est mise en place grâce au soutien fort de la Région Île-de-France, de l'Université Paris-Saclay et du CNRS. La première mission de la MISS est de permettre à des scolaires et leurs enseignants et enseignantes de vivre diverses animations scientifiques abordées de manière ludique, pratique et rigoureuse, dans un bâtiment dédié, leur laboratoire, situé au cœur d'un campus universitaire. La MISS propose majoritairement des ateliers à la journée adossés à la recherche menée dans des laboratoires de l'Université ou d'autres Universités partenaires. Les élèves sont encadrés et guidés par de jeunes doctorants/doctorantes. En parallèle de ces actions à la journée, se développent d'autres axes de diffusion, ciblant le même public, mais faisant appel à des outils et contextes un peu différents. La deuxième mission de la MISS concerne la formation continue en science des enseignants/enseignantes de l'Education Nationale des 1er et 2nd degrés.

Parmi les actions soutenues :

- Accueil de classes et groupes pour les différentes animations en présentiel (ateliers, Petits Ateliers, Jouer à Débattre) et quelques déplacements dans les établissements pour les ateliers ciblés de Jouer à Débattre ;
- Participations à la Fête de la Science (scolaires et grand public), à la semaine de l'Industrie (scolaires), au Forum international de la météo et du climat (scolaires et grand public), plus ponctuellement Journées Européennes du Patrimoine ;
- Formations continues pour les enseignants de l'Education Nationale (10 thématiques reconduites, 1 thématique modifiée).

Par ailleurs, le bénéficiaire met en place de nouvelles actions (conception d'ateliers) permettant d'étendre les dispositifs déjà déployés avec la perspective de nouvelles thématiques d'ateliers, de nouvelles collaborations, de nouvelles missions.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Indicateurs :

- Nombre de classes/groupes accueillis dont issus de zones en REP/REP+ et/ ou classes SEGPA, toutes activités confondues.
- Nombre d'élèves (% de filles et de garçons),
- Nombre de thématiques/types d'activités proposées,
- Localisation géographique des établissements concernés,
- Nombre d'événements ouverts au Grand Public,
- Nombre de participants/participantes aux événements Grand Public

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (hors bénévoles et personnel statutaire) : animateurs, intervenants, prestataires	85 400,00	68,32%
Fournitures et consommables	7 200,00	5,76%
Frais de communication et de publication	3 600,00	2,88%
Frais administratifs et divers (hors frais bancaires frais de gestion comptable et d'immobilisation)	28 800,00	23,04%
Total	125 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	56 400,00	45,12%
Conseil régional d'Ile-de-France	40 000,00	32,00%
Subvention publique en fonctionnement apportée par une collectivité territoriale ou un groupement	5 600,00	4,48%
Autres subventions publiques en fonctionnement apportées par une collectivité ou groupement	3 000,00	2,40%
Autre subvention publique en fonctionnement apportée par l'Etat (MESR / DRARI)	15 600,00	12,48%
Autres subventions publiques en fonctionnement de l'Etat (autre ministère ou services déconcentrés)	4 400,00	3,52%
Total	125 000,00	100,00 %

DOSSIER N° EX098255 - La science pour tous - projets pluriannuels - 2026-2028 - TRACES THEORIE REFLEXE APPREND COMM EDUCAT SCIENTIF Living lab science, culture, société 2 (A1)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 936-67-65742-167003-1800

Action : 16700305- Sciences et société - culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	116 000,00 € HT	34,48 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TRACES THEORIE REFLEXE APPREND
COMM EDUCAT SCIENTIF
Adresse administrative : 23 RUE DES BALKANS
75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CLAIRE GIRARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter du 01/09/2025 conformément à l'appel à projet.

Description :

En 2026, TRACES fêtera 20 ans d'engagement pour une culture scientifique inclusive et ancrée dans les dynamiques territoriales. Grâce au soutien pluriannuel de la Région, nous avons renforcé deux axes structurants : La collaboration avec les établissements d'enseignement supérieur et de recherche pour renforcer le dialogue science-société, et l'inclusion des publics éloignés de la culture sci. Ce soutien a permis l'obtention de plusieurs projets européens avec retombées concrètes en Île-de-France, le développement de nouveaux partenariats universitaires, la création d'un groupe régional de réflexion sur la médiation, un cofinancement à la vie associative, et une implication dans les réseaux nationaux. La poursuite du projet permettra **de déployer des formations, des actions en QPV, en bibliothèques, en milieu carcéral, de répondre à de nouveaux AAP Europe** et de renforcer l'ancrage dans des tiers-lieux franciliens pour construire des ponts durables

entre sciences, culture et société.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Indicateurs :

- nombre de jeunes touchés (QPV, décrochage, lycées expérimentaux) : \approx 150,
- nombre de personnes incarcérées touchées : 20,
- nombre de personnes en situation de handicap : 20,
- nombre d'étudiants en formation à la médiation scientifique : 100,
- nombre de chercheurs formés à la médiation scientifique (DIM, DU, ateliers) : >50.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (hors bénévoles et personnel statutaire) : animateurs, intervenants, prestataires	91 400,00	78,79%
Fournitures et consommables	10 000,00	8,62%
Frais de communication et de publication	3 500,00	3,02%
Frais de transport	800,00	0,69%
Frais de restauration	2 000,00	1,72%
Frais d'hébergement	800,00	0,69%
Locations de salles	1 500,00	1,29%
Frais administratifs et divers (hors frais bancaires frais de gestion comptable et d'immobilisation)	6 000,00	5,17%
Total	116 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Île-de-France	40 000,00	34,48%
Subvention publique en fonctionnement apportée par une collectivité territoriale ou un groupement	8 000,00	6,90%
Autres subventions publiques en fonctionnement apportées par une collectivité ou groupement	18 000,00	15,52%
Autre subvention publique en fonctionnement apportée par l'Etat (MESRI / DRARI)	6 000,00	5,17%
Organisme de recherche et d'enseignement supérieur	10 000,00	8,62%
Autres établissements publics	26 600,00	22,93%
Subvention privée / Fondation / Mécénat d'entreprise	7 400,00	6,38%
TVA récupérée (le cas échéant)	0,00	0,00%
Total	116 000,00	100,00 %

**DOSSIER N° EX098258 - La science pour tous - projets pluriannuels - 2026-2028 -
UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE "RÉSONANCES" (A1)**

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) -
Fonctionnement (n° 00000172)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 936-67-657382-167003-1800

Action : 16700305- Sciences et société - culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	111 650,00 € TTC	35,83 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE
Adresse administrative : 17 RUE DE LA SORBONNE
75005 PARIS 5E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur DANIEL MOUCHARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter du 01/09/2025 conformément à l'appel à projets.

Description :

Le projet RÉSONANCES porté par l'université Sorbonne Nouvelle vise à faire découvrir au jeune public de la région Ile-de-France l'actualité de la recherche en sciences humaines et sociales en favorisant le transfert des savoirs sous des formes créatives, ludiques et participatives. Des salles de classe aux bancs de l'université, il s'agit d'accompagner les collaborations entre le milieu académique, les chercheurs et les enseignants du secondaire afin de partager les connaissances sur l'humanité et la société auprès des collégiens et des lycéens.

Les actions se déclinent autour de **cinq axes** :

- **Ateliers podcasts** : À travers des ateliers pratiques, des classes de lycéennes et lycéens rencontrent des chercheuses et chercheurs de l'université Sorbonne Nouvelle

et co-construisent avec eux des podcasts autour d'une thématique de recherche ; les productions audio seront ensuite partagées auprès du grand public.

- **Sciences Humaines Pratiques** : Accompagnés par une ingénieure pédagogique, des Chercheuses et chercheurs de l'université Sorbonne Nouvelle élaborent des séquences pédagogiques (ateliers pratiques et ludiques), à destination des enseignants du primaire et du secondaire. Les actions de partage de ces séquences seront organisées dans quinze classes et les contenus pédagogiques seront mis en ligne sur une plateforme.
- **L'université dans la cité** : actions qui consistent à faire venir des publics scolaires sur les différents campus de la Sorbonne Nouvelle pour leur faire découvrir l'environnement universitaire et les sensibiliser à des thématiques de recherche (conférences, ateliers pratiques, jeux collectifs).
- **Ecole de la médiation** : un cycle de formation à destination des chercheuses et chercheurs de l'université Sorbonne Alliance pour les former à la médiation scientifique et les initier à des formes non-académiques d'écriture de la recherche.
- **Incubateur HumanArt** : L'incubateur HumanArt de la Cité des Écritures accompagne et finance des projets de recherche-crédation pour une durée d'un an. Les projets retenus doivent nécessairement s'inscrire dans une démarche participative, inclusive et créative. Les projets s'adressant à un jeune public seront privilégiés.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Indicateurs :

- Nombre d'actions de médiation réalisées en classe : 7,
- Nombre de séquences pédagogiques réalisées : 6,
- Nombre de podcasts : 10,
- Nombre d'élèves ayant participé à des ateliers en classe, à l'université Sorbonne Nouvelle et en
- extérieur : ≈460,
- Nombre de chercheurs et chercheuses formés à la médiation scientifique et aux écritures
- alternatives de la recherche : 60.
-

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (hors bénévoles et personnel statutaire) : animateurs, intervenants, prestataires	100 450,00	89,97%
Fournitures et consommables	1 500,00	1,34%
Frais de communication et de publication	4 500,00	4,03%
Frais de transport	0,00	0,00%
Frais de restauration	4 700,00	4,21%
Frais d'hébergement	500,00	0,45%
Locations de salles	0,00	0,00%
Frais administratifs et divers (hors frais bancaires frais de gestion comptable et d'immobilisation)	0,00	0,00%
Total	111 650,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	69 650,00	62,38%
Conseil régional d'Ile-de-France	40 000,00	35,83%
Subvention publique en fonctionnement apportée par une collectivité territoriale ou un groupement	0,00	0,00%
Autres subventions publiques en fonctionnement apportées par une collectivité ou groupement	0,00	0,00%
Autre subvention publique en fonctionnement apportée par l'Etat (MESR / DRARI)	0,00	0,00%
Autres subventions publiques en fonctionnement de l'Etat (autre ministère ou services déconcentrés)	0,00	0,00%
Organisme de recherche et d'enseignement supérieur	2 000,00	1,79%
Total	111 650,00	100,00 %

DOSSIER N° EX098276 - La science pour tous - projets pluriannuels - 2026-2028 - ASSOCIATION SCIENCE OUVERTE Science Ouverte en Ile-de-France (A1)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 936-67-65742-167003-1800

Action : 16700305- Sciences et société - culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	205 045,00 € TTC	19,51 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SCIENCE OUVERTE

Adresse administrative : 30 RUE ARMAND CARREL
93700 DRANCY

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Cyril DEMARCHE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter du 01/09/2025 conformément à l'appel à projet.

Description :

Dans un contexte de déficit de vocations scientifiques, d'enfermement social et culturel et de difficultés d'accès aux études supérieures pour les jeunes résidant en milieux défavorisés, Science Ouverte agit depuis 18 ans pour ouvrir les jeunes aux sciences et les sciences aux jeunes et promouvoir la culture scientifique auprès des publics les plus éloignés des sciences, en faveur de l'égalité des chances. L'Association s'appuie sur un large réseau de partenaires en Île-de-France, construit de longue date et régulièrement enrichi, constitué d'institutions de recherche et d'enseignement supérieur, et de partenaires associatifs et culturels. Elle propose ainsi une diversité d'actions en lien étroit et soutenu avec la recherche, favorisant le dialogue entre sciences et citoyens : stages scientifiques et culturels, ateliers de mise en pratique de la recherche, en interne et en milieu scolaire, animations évènementielles, formations à la médiation scientifique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la

République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Indicateurs :

- Nombre de stages organisés : >20 stages/an, dont un séjour annuel),
- Nombre d'ateliers réalisé : >2 ateliers internes/an ; >6 ateliers scolaires/an,
- Nombre de sessions de formations organisées : >5sessions/an,
- Nombre de personnes formées : >40/an,
- Nombre d'événements organisés ou co-organisés : 15 à 20/an)
- Nombre de participants par événement : >1000 personnes/an,
- Nombre de conférences organisées : 2-3 cycles thématiques/an),
- Nombre de participants : >100 scolaires et grand public/an.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (hors bénévoles et personnel statutaire) : animateurs, intervenants, prestataires	181 352,00	88,44%
Fournitures et consommables	1 500,00	0,73%
Frais de communication et de publication	6 400,00	3,12%
Frais de transport	5 000,00	2,44%
Frais de restauration	2 000,00	0,98%
Frais d'hébergement	7 000,00	3,41%
Frais administratifs et divers (hors frais bancaires frais de gestion comptable et d'immobilisation)	1 793,00	0,87%
Total	205 045,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	4 350,00	2,12%
Conseil régional d'Île-de-France	40 000,00	19,51%
Subvention publique en fonctionnement apportée par une collectivité territoriale ou un groupement	40 380,00	19,69%
Autres subventions publiques en fonctionnement apportées par une collectivité ou groupement	38 096,00	18,58%
Autres subventions publiques en fonctionnement de l'Etat (autre ministère ou services déconcentrés)	29 120,00	14,20%
Autres établissements publics	18 666,00	9,10%
Subvention privée / Fondation / Mécénat d'entreprise	34 433,00	16,79%
Total	205 045,00	100,00 %

**DOSSIER N° 25004475 - La science pour tous - projets pluriannuels - 2026-2028 -
AFPER La Rentrée en Sciences (A1) Investissement**

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) -
Investissement (n° 00000193)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-20421-167003-1800

Action : 16700301- Sciences et société - culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	5 000,00 € TTC	50,00 %	2 500,00 €
	Montant total de la subvention		2 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION FRANCAISE POUR
L'EDUCATION PAR LA RECHERCHE
Adresse administrative : 55 AVENUE GEORGES CLEMENCEAU
92330 SCEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ANGE ANSOUR, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter du 01/09/2025 conformément à l'appel à projets.

Description :

La Rentrée en Sciences transforme le rituel de la rentrée en un RV unique entre les classes et les laboratoires.

De la maternelle jusqu'au lycée, de l'astrophysique à la génétique en passant par l'IA, les chercheurs partenaires conçoivent chaque année 10 défis inspirés de leurs travaux actuels et les lancent à toutes les classes participantes pour démarrer l'année scolaire sous le signe de la curiosité, de l'innovation et des savoirs.

Chaque défi est constitué de :

- une vidéo du chercheur pour les élèves
- un dossier clé en main pour les enseignants.

Les deux premières éditions ont réuni au niveau national 22 000 élèves.

En Ile de France, ce dispositif national sera renforcé chaque année pour les :

1/ Elèves : séquence complète Sciences de la Rentrée jusqu'à la Fête de la Science où 5 webinaires réunissent classes et chercheurs autour des défis

2/ Enseignants: séminaire en présentiel avec les chercheurs, formation et espace numérique dédié.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE ET MARNE
- YVELINES
- ESSONNE
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Refonte du site internet en vue de l'adapter au nouveau projet et à son dimensionnement	5 000,00	100,00 %
Total	5 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention sollicitée à la Région	2 500,00	50,00%
Ressources propres	2 500,00	50,00%
Total	5 000,00	100,00 %

DOSSIER N° 25004476 - La science pour tous - projets pluriannuels - 2026-2028 - AST ASSOCIATION SCIENCE ET TELEVISION Pariscience - Festival International du film scientifique (A1) Investissement

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement (n° 00000193)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-20421-167003-1800

Action : 16700301- Sciences et société - culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	18 750,00 € TTC	80,00 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AST ASSOCIATION SCIENCE ET TELEVISION

Adresse administrative : 204 RUE DU CHATEAU DES RENTIERS
75013 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Aline HOUDY, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter du 01/09/2025 conformément à l'appel à projet.

Description :

Depuis 2005, l'Association Science & Télévision organise PARISCIENCE, le festival international du film scientifique, en octobre, au Muséum national d'Histoire naturelle, à l'Institut de physique du globe de Paris et en ligne. Près de 90 films internationaux récents y sont présentés gratuitement dans tous les formats, sur toutes les thématiques scientifiques et pour tous les publics.

Le dialogue sciences/société étant au cœur du projet, les séances sont suivies de rencontres avec les scientifiques et équipes des films. PARISCIENCE encourage la collaboration entre les professionnels de l'audiovisuel, de la recherche et de la CSTI, à travers les projets de son incubateur et des rencontres.

Au-delà de l'événement ponctuel, l'AST propose de multiples actions à l'année : projections « hors-les-murs » en Île-de-France, projets scolaires (jurys et reprise du palmarès) en classes,

ateliers de sensibilisation à l'audiovisuel scientifique pour les chercheurs, rencontres professionnelles...

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PARIS
- SAINT-AUBIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements : matériel informatique et vidéo	18 750,00	100,00 %
Total	18 750,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention sollicitée auprès de la Région	15 000,00	80,00%
Ressources propres	3 750,00	20,00%
Total	18 750,00	100,00 %

**DOSSIER N° 25004477 - La science pour tous - projets pluriannuels - 2026-2028 -
GAMES FOR CITIZENS Sciences et jeux vidéo face aux défis sociétaux (A1)
Investissement**

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) -
Investissement (n° 00000193)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-20421-167003-1800

Action : 16700301- Sciences et société - culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	50 000,00 € TTC	30,00 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GAMES FOR CITIZENS

Adresse administrative : 5 ALLEE DE L'EGLISE
93340 LE RAINCY

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur JEROME LEGRIX-PAGES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter du 01/09/2025 conformément à l'appel à projet.

Description :

Ce projet s'adresse aux enseignants, aux médiateurs, aux associations, aux publics scolaires et aux publics éloignés des sciences, jeunes et adultes, notamment dans les Cités éducatives. Il vise à diffuser la culture scientifique en Ile-de-France via des outils vidéoludiques innovants.

Par ses publics et son inclusivité, le jeu vidéo est un média particulièrement adapté à la médiation des savoirs, mais il reste un média qui se révèle onéreux à créer. Fort de son expertise en création, en formation et en médiation, Games for Citizens mobilisera les investissements des universités et des structures de recherche membres pour les mettre au service de nouveaux publics. Le présent projet articule coconstruction entre tous les publics et experts, formations, ressources mutualisées (jeux et documents de facilitation) et diffusion gratuite. Il s'appuie sur le réseau Ikigai pour structurer une dynamique régionale partagée, accessible et innovante en faveur des professionnels et du grand public.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PARIS
- LE MEE-SUR-SEINE
- PROVINS
- MITRY-MORY
- VERSAILLES
- GIF-SUR-YVETTE
- ORSAY
- PALAISEAU
- SACLAY
- LES ULIS
- CLICHY-SOUS-BOIS
- VILLETANEUSE
- SEVRAN
- CERGY
- MORET LOING ET ORVANNE
- EVRY-COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Développement de solutions technologiques vidéoludiques	50 000,00	100,00 %
Total	50 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention sollicitée auprès de la Région	15 000,00	30,00%
Financement propre et apport de membres de l'ESR	35 000,00	70,00%
Total	50 000,00	100,00 %

DOSSIER N° 25004478 - La science pour tous - projets pluriannuels - 2026-2028 - L'ARBRE DES CONNAISSANCES - APSR Ouvrir la science aux jeunes citoyens d'Ile-de-France (A1) Investissement

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement (n° 00000193)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-20421-167003-1800

Action : 16700301- Sciences et société - culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	8 500,00 € TTC	100,00 %	8 500,00 €
	Montant total de la subvention		8 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APSR - L'ARBRE DES CONNAISSANCES
ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES SCIENCES ET DE LA RECHERCHE

Adresse administrative : HOPITAL SAINT LOUIS IUH CENTRE HAYE
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame VANESSA BERTHOME, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter du 01/09/2025 conformément à l'appel à projet.

Description :

L'Arbre des Connaissances souhaite accentuer en Ile-de-France ses missions de renforcement des liens science-société, d'éveil de l'esprit critique et de montée en compétences des jeunes. Ce projet vise à favoriser l'accès à la culture scientifique pour tous et la mise en place d'un dialogue sciences-société équilibré en aidant :

Les jeunes, notamment les plus éloignés des sciences, à s'approprier des enjeux science-société, pour les aider à développer leur capacité d'analyse, de questionnement et de raisonnement. Les professionnels de la recherche à prendre en compte les réflexions des jeunes afin d'améliorer le partage des connaissances scientifiques ;

Les professionnels de l'éducation, de la culture et de la prévention à utiliser les ressources produites par l'association en partenariat avec le monde de la recherche.

Pour cela, 3 actions seront renforcées sur le territoire régional en direction des adolescents : Apprentis Chercheurs, Jouer à Débattre, MAAD Digital.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PARIS
- MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
- VERSAILLES
- VIROFLAY
- VELIZY-VILLACOUBLAY
- PALAISEAU
- AUBERVILLIERS
- SAINT-DENIS
- AULNAY-SOUS-BOIS
- BOBIGNY
- BONDY
- LE BOURGET
- ARCUEIL
- LE KREMLIN-BICETRE
- VILLEJUIF
- CRETEIL
- CHARENTON-LE-PONT
- CHEVILLY-LARUE
- SAINT-MAUR-DES-FOSSES
- VILLENEUVE-SAINT-GEORGES
- VITRY-SUR-SEINE
- SAINT-DENIS (LA PLAINE SAINT-DENIS)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement informatique et vidéo	8 500,00	100,00 %
Total	8 500,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention sollicitée auprès de la Région	8 500,00	100,00 %
Total	8 500,00	100,00 %

DOSSIER N° 25004484 - La science pour tous - projets pluriannuels - 2026-2028 - SCIENTIPOLE SAVOIRS SOCIETE À la confluence de la science, de l'eau et des jeux (A1) Investissement

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement (n° 00000193)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-20421-167003-1800

Action : 16700301- Sciences et société - culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	4 000,00 € TTC	100,00 %	4 000,00 €
	Montant total de la subvention		4 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCUBE SCIENTIPOLE SAVOIRS SOCIETE
POLE DIFFUSION CULTURE
SCIENTIFIQUE ILE DE FRANCE SUD

Adresse administrative : RUE D ARGONNE
91940 LES ULIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur ROLAND SALESSE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter du 01/09/2025 conformément à l'appel à projets.

Description :

Le projet s'articule autour d'actions ayant pour thématique l'eau avec le jeu comme fil conducteur avec en point d'orgue le 20ème anniversaire de S[cube].

Conception d'une ressource itinérante :

S[lab] : enquêtes immersives à mi-chemin entre le jeu de rôle et l'escape-game, les participants doivent résoudre une enquête. Trois formats seront développés : un format avec décor, une petite forme dédiée à l'animation et un format illustré pour les plus jeunes.

Des actions de rencontres avec des scientifiques :

Eurêkartes : Le principe est d'investir un lieu de convivialité pour parler de science, en accueillant un scientifique. La soirée débute par une présentation suivie d'un temps d'échange, et se termine par une session de jeux de société.

Questions pour un doctorant conçue avec la Diagonale Paris-Saclay est un format qui favorise l'échange entre doctorants et lycéens qui découvrent leur quotidien à travers un brise-glace ludique, une interview express et un speed meeting.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- LAGNY-SUR-MARNE
- ELANCOURT
- GUYANCOURT
- MAGNY-LES-HAMEAUX
- MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
- TRAPPES
- VERSAILLES
- RAMBOUILLET
- LE VESINET
- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
- BALLAINVILLIERS
- CHAMPLAN
- CHILLY-MAZARIN
- EPINAY-SUR-ORGE
- LONGJUMEAU
- MASSY
- SAULX-LES-CHARTREUX
- VILLEBON-SUR-YVETTE
- LA VILLE-DU-BOIS
- BURES-SUR-YVETTE
- GIF-SUR-YVETTE
- GOMETZ-LE-CHATEL
- IGNY
- ORSAY
- PALAISEAU
- SACLAY
- SAINT-AUBIN
- VAUHALLAN
- VILLIERS-LE-BACLE
- CORBEIL-ESSONNES
- MORSANG-SUR-ORGE
- SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS
- SAINT-MICHEL-SUR-ORGE
- VIRY-CHATILLON
- MONTLHERY
- NOZAY
- VILLEJUST
- VERRIERES-LE-BUISSON
- WISSOUS
- LINAS
- MARCOUSSIS
- LES ULIS
- SCEAUX
- CACHAN
- CHAMPIGNY-SUR-MARNE

- EVRY-COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Équipement : matériel informatique (ordinateurs, écrans et tablettes, cartes mémoires, etc.)	4 000,00	100,00 %
Total	4 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention sollicitée auprès de la Région	4 000,00	100,00 %
Total	4 000,00	100,00 %

DOSSIER N° 25004485 - La science pour tous - projets pluriannuels - 2026-2028 - TRACES THEORIE REFLEXE APPREND COMM EDUCAT SCIENTIF Living lab science, culture, société 2 (A1) Investissement

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement (n° 00000193)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-20421-167003-1800

Action : 16700301- Sciences et société - culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	20 000,00 € HT	75,00 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TRACES THEORIE REFLEXE APPREND
COMM EDUCAT SCIENTIF
Adresse administrative : 23 RUE DES BALKANS
75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CLAIRE GIRARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter du 01/09/2025 conformément à l'appel à projet.

Description :

En 2026, TRACES fêtera 20 ans d'engagement pour une culture scientifique inclusive et ancrée dans les dynamiques territoriales. Grâce au soutien pluriannuel de la Région, nous avons renforcé deux axes structurants : La collaboration avec les établissements d'enseignement supérieur et de recherche pour renforcer le dialogue science-société, et l'inclusion des publics éloignés de la culture scientifique. Ce soutien a permis l'obtention de plusieurs projets européens avec retombées concrètes en Île-de-France, le développement de nouveaux partenariats universitaires, la création d'un groupe régional de réflexion sur la médiation, un cofinancement à la vie associative, et une implication dans les réseaux nationaux. La poursuite du projet permettra de déployer des formations, des actions en QPV, en bibliothèques, en milieu carcéral, de répondre à nouvelles AAP Europe et de renforcer notre ancrage dans des tiers-lieux franciliens pour construire des ponts durables entre

sciences, culture et société.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement informatique : 4 ordinateurs, découpeuse laser, imprimante résine, tableaux interactif	20 000,00	100,00 %
Total	20 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention sollicitée auprès de la Région	15 000,00	75,00%
Projet Rayon Science (Mairie), Fondations privées	5 000,00	25,00%
Total	20 000,00	100,00 %

**DOSSIER N° 25004487 - La science pour tous - projets pluriannuels - 2026-2028 -
ASSOCIATION SCIENCE OUVERTE Science Ouverte en Ile-de-France (A1)
Investissement**

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) -
Investissement (n° 00000193)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-20421-167003-1800

Action : 16700301- Sciences et société - culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	4 000,00 € TTC	100,00 %	4 000,00 €
	Montant total de la subvention		4 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SCIENCE OUVERTE

Adresse administrative : 30 RUE ARMAND CARREL
93700 DRANCY

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Cyril DEMARCHE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter du 01/09/2025 conformément à l'appel à projet.

Description :

Dans un contexte de déficit de vocations scientifiques, d'enfermement social et culturel et de difficultés d'accès aux études supérieures pour les jeunes résidant en milieux défavorisés, Science Ouverte agit depuis 18 ans pour ouvrir les jeunes aux sciences et les sciences aux jeunes et promouvoir la culture scientifique auprès des publics les plus éloignés des sciences, en faveur de l'égalité des chances. L'Association s'appuie sur un large réseau de partenaires en Île-de-France, construit de longue date et régulièrement enrichi, constitué d'institutions de recherche et d'enseignement supérieur, et de partenaires associatifs et culturels. Elle propose ainsi une diversité d'actions en lien étroit et soutenu avec la recherche, favorisant le dialogue entre sciences et citoyens : stages scientifiques et culturels, ateliers de mise en pratique de la recherche, en interne et en milieu scolaire, animations événementielles, formations à la médiation scientifique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement informatique	4 000,00	100,00 %
Total	4 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention sollicitée auprès de la Région	4 000,00	100,00 %
Total	4 000,00	100,00 %

DOSSIER N° 25004489 - La science pour tous - projets pluriannuels - 2026-2028 - UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE "RÉSONANCES" (A1) Investissement

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement (n° 00000193)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-204181-167003-1800

Action : 16700301- Sciences et société - culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	15 000,00 € TTC	66,67 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE
Adresse administrative : 17 RUE DE LA SORBONNE
75005 PARIS 5E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur DANIEL MOUCHARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter du 01/09/2025 conformément à l'appel à projet.

Description :

Le projet RÉSONANCES porté par l'université Sorbonne Nouvelle vise à faire découvrir au jeune public de la région Ile-de-France l'actualité de la recherche en sciences humaines et sociales en favorisant le transfert des savoirs sous des formes créatives, ludiques et participatives. Des salles de classe aux bancs de l'université, il s'agit d'accompagner les collaborations entre le milieu académique, les chercheurs et les enseignants du secondaire afin de partager les connaissances sur l'humanité et la société auprès des collégiens et des lycéens.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement : tente pliante, mobilier extérieur	15 000,00	100,00 %
Total	15 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention sollicitée auprès de la Région	10 000,00	66,67%
Sorbonne Nouvelle	5 000,00	33,33%
Total	15 000,00	100,00 %

Annexe 2 - Convention-type La science pour tous 2026-2028 année 1

CONVENTION N°

**relative au soutien régional en matière de dialogue Sciences – Recherche – Société
et de partage de la culture scientifique technique et industrielle**

« La science pour tous – projets pluriannuels 2026-2028 » - Année 1

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,
représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2025-319,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

VU la délibération n° CP 2019-142 du 19 mars 2019 relative à l'ajustement des dispositifs régionaux en faveur de la recherche ;

VU la délibération n° CR 2021-043 du 21 juillet 2021 relative à la révision de la Charte pour une nouvelle éthique politique en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2022-495 portant l'attribution des subventions 2022 dans le cadre de La science pour tous projets pluriannuels 2022-2024 ;

VU la délibération n° CP 2023-417 portant l'attribution de la subvention 2023 dans le cadre de La science pour tous projets pluriannuels 2022-2024 ;

VU la délibération n° CP 2024-325 portant l'attribution de la subvention 2024 dans le cadre de La science pour tous projets pluriannuels 2022-2024.

VU la délibération n° CP 2025-319 portant l'attribution de la subvention 2026 dans le cadre de La science pour tous projets pluriannuels 2026-2028.

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « La science pour tous » pour 2026-2028.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier prorogé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2025-319, la région Île-de-France a décidé de soutenir XXXXX pour son programme pluriannuel, dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : titre du projet (référence dossier).

Dans cet objectif, pour l'année 1 de la subvention elle accorde au bénéficiaire :

- une subvention de fonctionnement correspondant à XXX% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXXXX€, soit un montant maximum de subvention de fonctionnement de XXXXX€

et (le cas échéant)

- une subvention d'investissement correspondant à XXX% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXX€, soit un montant maximum de subvention d'investissement de XXX€.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Il est responsable du bon fonctionnement du projet.

Outre les actions prévues au titre de son projet, le bénéficiaire est encouragé à partager la culture scientifique sur Mon Île-de-Sciences, à participer à toute initiative déployée par la Région en faveur de la mise en réseau des acteurs du dialogue Sciences-Société en Île-de-France et à participer activement à la Fête de la Science.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 4 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif d'une activité en lien avec la diffusion de la culture scientifique.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Lorsqu'il s'agit d'une personne morale de droit privé, le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA PUBLICATION D'OFFRE(S) DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier X offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la Charte de visibilité régionale disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à

faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

ARTICLE 2.7 : OBLIGATIONS RELATIVES AUX DONNEES TRANSMISES A LA REGION ILE-DE-FRANCE

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la Région et l'établissement (le bénéficiaire) sont qualifiés de Responsables de traitement « conjoints ».

La Région et l'établissement sont dénommés ensemble les « Parties ».

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, les Parties déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel objet de la présente convention.

Les clauses afférentes à la protection des données personnelles dans le cadre du dispositif « La science pour tous » sont précisées dans l'annexe à la présente convention. Ces clauses ont pour objet de déterminer les obligations respectives des Parties de définir les responsabilités de la Région et du bénéficiaire concernant leur conformité au regard des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel.

Violation de sécurité :

Les Parties sont en charge du traitement des éventuelles violations de sécurité, conformément au point 6 de l'annexe à la présente convention.

Chacune des Parties doit aviser sans délai l'autre Partie de toute violation ou suspicion de violation de données et des conséquences de cette violation. Il appartient à chacune des Parties de définir un point de contact en interne avec l'autre partie. Le point de contact choisi sera également le point de contact des personnes concernées.

Le contact Région de l'autorité de contrôle compétente : dpo@iledefrance.fr

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Pour la subvention de fonctionnement :

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Pour la subvention d'investissement :

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCE

Le bénéficiaire peut demander le versement d'avances, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie suffisante pour démarrer son projet, et ce dans les conditions suivantes :

En l'absence de justification des avances à l'échéance des délais de caducité de la subvention prévus à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

Pour les dépenses de fonctionnement :

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le cumul des avances ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un **plan de trésorerie** daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Pour les dépenses d'investissement :

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % du montant de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un **plan de trésorerie** daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un **état récapitulatif des dépenses** doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Toute demande de solde est ferme et définitive.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée. Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un **état récapitulatif des dépenses** qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Ce document doit comporter la date de mise en service effective de l'immobilisation financée par la Région (bien financé- opération d'investissement).

Pour les personnes morales de droit public, cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme. Il doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Pour les personnes morales de droit privé, cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme ;

- un **compte-rendu d'exécution** du projet, signé par le représentant légal du bénéficiaire (modèle disponible) qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité. Ce compte-rendu devra comporter les éléments quantitatifs et qualitatifs relatifs à la réalisation de l'action. Il présentera, le cas échéant, le différentiel entre le prévisionnel et le réalisé (calendrier, nature et nombre des actions, publics et territoires cibles, partenariats mis en œuvre, etc.). Enfin, il comportera un bilan critique des résultats obtenus au regard des objectifs poursuivis et, si possible, une évaluation de l'impact du projet, tant sur les bénéficiaires que sur les territoires ciblés.

- Enfin, pour les personnes morales de droit privé, un **compte-rendu financier** de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné. Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques d'Île-de-France et du département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 années (fonctionnement) ou 4 années (investissement) indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du **01/09/2025** – et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le **20/11/2025**.

Elle prend fin une fois expirée la période d'exécution des obligations indiquées à l'article 2.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2.1 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante : $\text{Subvention restituée} = \text{subvention versée} \times ((\text{durée de la convention} - \text{durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention}) / \text{durée de la convention})$.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives à la publication d'offre(s) de stage ou d'alternance.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2.1 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante : $\text{Subvention restituée} = \text{subvention versée} \times ((\text{durée de la convention} - \text{durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention}) / \text{durée de la convention})$.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° CP 2025-319.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux, le

Le bénéficiaire

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

Valérie PECRESSE

Annexe : Clause type de responsabilité conjointe
Obligations des parties relatives à la protection des données à caractère personnel

1. Objet

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la Région Ile-de-France (ci-après, « la Région ») et l'organisme gestionnaire (ci-après « le Responsable Conjoint ») sont qualifiés de Responsables de traitement « conjoints ».

La Région et le Responsable Conjoint sont dénommés ensemble les « Parties ».

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, les Parties déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel objet du présent marché.

La présente clause a pour objet de déterminer les obligations respectives des Parties dans le cadre de la gestion de l'appel à projet « La Science pour Tous » et de définir les responsabilités de la Région et du responsable Conjoint concernant leur conformité au regard des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel.

2. Obligations respectives des responsables conjoints

2.1 Finalités du traitement

Les parties déterminent conjointement les finalités principales du traitement, à savoir le respect des obligations listées à l'article 2 de la présente convention, et le traitement des données relatives aux différentes étapes du process telles que le lancement des appels à projets, l'évaluation des dossiers, la sélection des projets, l'attribution des financements, le suivi de la réalisation des projets et la réalisation des bilans.

2.2 Moyens du traitement

La Région finance l'appel à projet La Science pour Tous, évalue ses impacts aux moyens des données remontées par les établissements bénéficiaires.

La notion de moyen recouvre tant les moyens matériels, logiciels ou encore de ressources humaines affectées à la gestion du traitement concerné par le présent contrat.

Chaque Partie définit ses propres moyens de traitement pour la bonne réalisation du projet objet de la présente convention.

Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

2.3 Données traitées

Données courantes :

☒ Etat civil, identité, données d'identification, images

☐ Données de connexion (logs, adresse IP, etc.)

☐ Vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale, diplômes, niveau d'études, etc.)

☒ Informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, situation fiscale, RIB, etc.)

☐ Données de localisation (déplacements, données GPS, données GSM, etc.)

Données sensibles ou à caractère hautement personnel :

- Aucune donnée sensible ou à caractère hautement personnel.

2.4 Catégories de personnes concernées

Les personnes concernées sont : les médiateurs scientifique, les chercheurs porteurs de projets et les personnels identifiés dans le cadre des projets soutenus par la Région sur la diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle.

2.5 Opérations de traitement et usages

Les Parties peuvent réaliser chacune les opérations suivantes sur les données un bilan quantitatif des bénéficiaires des subventions régionales.

Les Parties poursuivent chacune les principaux objectifs suivants :

La Région, via un comité scientifique, assure la sélection des projets, finance les projets sélectionnés et votés en Commission Permanente et, s'assure de la mise en œuvre.

Les bénéficiaires assurent la bonne mise en œuvre des projets soutenus par la région.

Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

3. Respect des obligations légales

3.1 Durée de conservation

La définition de la durée de conservation des données est confiée aux parties.

3.2 Information des personnes concernées

Les conditions et modalités pour satisfaire aux obligations légales d'information des personnes concernées sont mises en œuvre par les parties.

3.3 Droit d'accès, de rectification ou d'effacement

Les conditions de mise en œuvre du droit d'accès, de rectification ou d'effacement du traitement sont mises en œuvre par les parties

3.4 Droit à la limitation

Les conditions de mise en œuvre du droit à la limitation du traitement sont mises en œuvre par les parties.

3.5 Droit d'opposition

Les conditions de mise en œuvre du droit d'opposition sont mises en œuvre par les parties.

3.6 Droit à la portabilité

Les conditions pour satisfaire au droit à la portabilité des données et à son exercice sont mises en œuvre par les parties.

3.7 Mesures de sécurité

Les mesures de sécurité, d'accès et de traçabilité sont définies par les parties.

Les parties sont responsables de la protection et de la sécurisation des moyens mis en œuvre pour accéder au traitement (code d'accès ou autre solution).

Les parties ont, par ailleurs, pour mission de :

- procéder à la définition et la mise en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- procéder aux tests, analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles de nature à assurer la sécurité du traitement.

Les mesures de sécurité et politique associées seront mises à jour régulièrement par les parties qui notifieront les changements à la Région par tout moyen qu'elles estiment approprié, privilégiant la voie électronique (accès en ligne ou envoi par courrier électronique).

4. Coopération avec les autorités de contrôle

Chacune des Parties est en charge pour elle-même des relations avec la Cnil pour les traitements objet de la présente clause.

En cas de contrôle directement réalisé auprès de l'une des Parties par l'autorité de contrôle, cette dernière doit satisfaire au contrôle et collaborer avec l'autorité de contrôle et aviser l'autre Partie dès qu'elle a connaissance de l'existence d'un contrôle ou toute autre démarche engagée par une autorité de contrôle.

5. Registre des activités de traitement

Chacune des Parties s'engage à intégrer les traitements, objet de la présente clause, dans son registre des activités de traitement.

Le registre des activités de traitement doit comporter les informations suivantes :

- le nom et les coordonnées du responsable du traitement et du responsable conjoint du traitement, du représentant du responsable du traitement et du délégué à la protection des données éventuellement désigné ;
- les finalités du traitement ;
- une description des catégories de personnes concernées et des catégories de données à caractère personnel ;
- les catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées, y compris les destinataires dans des pays tiers ou des organisations internationales ;
- le cas échéant, les transferts de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris leur identification respective et, dans le cas des transferts vers des pays ne bénéficiant pas d'un niveau de protection adéquat, les documents attestant l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, les délais prévus pour l'effacement des différentes catégories de données ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

6. Violation de sécurité

Les parties sont en charge du traitement des éventuelles violations de sécurité.

Les parties ont pour tâche :

- de prendre les mesures adaptées ;

- de tenir le registre des violations ;
- d'assumer les notifications éventuelles avec l'autorité de contrôle ;
- d'organiser s'il y a lieu la communication auprès des personnes concernées.

La Région et/ou le Responsable Conjoint met en œuvre sans délai les mesures et démarches qui lui seront communiquées par la Région et/ou le Responsable Conjoint.

Chacune des Parties doit aviser sans délai l'autre Partie de toute violation ou suspicion de violation de données et des conséquences de cette violation.

7. Point de contact

Il appartient à chacune des Parties de définir un point de contact en interne avec l'autre partie.

Le point de contact choisi sera également le point de contact des personnes concernées.

Le contact Région de l'autorité de contrôle compétente est : dpo@iledefrance.fr

8. Collaboration

Les Parties conviennent de collaborer étroitement dans le cadre de leurs relations.

Chacune des Parties s'engage à maintenir une collaboration active et régulière en remettant à l'autre les éléments et documents nécessaires de nature à lui permettre de répondre à ses obligations.

Les Parties s'engagent à se tenir réciproquement informées de toute difficulté relative au traitement.

9. Communication des grandes lignes

La Région et/ou le Responsable Conjoint définit les conditions dans lesquelles les Parties satisfont au respect des obligations visées par la réglementation en matière de protection des données qui impose que soient communiquées aux personnes concernées les grandes lignes du présent contrat :

- l'identité des responsables du traitement ;
- les finalités et moyens du traitement ;
- les données traitées ;
- les obligations de chaque responsable de traitement ;
- le point de contact pour les personnes concernées par le traitement.

Ces conditions sont les suivantes : l'information des chercheurs est assurée par l'établissement gestionnaire.

10. Garanties

Nonobstant les dispositions de la réglementation en vigueur relatives à la responsabilité solidaire des Parties, chaque Partie est garantie vis-à-vis de l'autre des obligations souscrites au titre des présentes et assumera seule les conséquences de ses manquements.

La Partie défaillante devra réparer les dommages subis par l'autre.

11. Sous-traitance

Chacune des Parties est en droit de faire appel pour tout ou partie de la réalisation, de l'exploitation ou de la maintenance du traitement objet du présent contrat à un sous-traitant.

Cette opération de sous-traitance donnera lieu à la signature d'un contrat comportant des garanties équivalentes au présent contrat s'agissant des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre par le sous-traitant. Ce contrat comportera notamment les mêmes obligations que celles prévues au présent contrat en matière de protection des données à caractère personnel. La Partie procédant à cette opération de sous-traitance veille à s'assurer que le sous-traitant choisi présente des garanties quant à la mise en œuvre de mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées en matière de protection des données.

La Partie procédant à la sous-traitance de toute ou partie de la réalisation, de l'exploitation ou de la maintenance du traitement objet du présent contrat reste seule responsable des opérations de traitement réalisées par son sous-traitant.

Annexe 3 - Fiche projet Paris Saclay Summit 2026

DOSSIER N° 25004548 - Soutien à la troisième édition Paris Saclay Science Summit

Dispositif : Subvention spécifique jeunesse, promesse républicaine, orientation et insertion professionnelle, enseignement supérieur et recherche (fonctionnement) (n° 00001162)

Imputation budgétaire : 936-67-65742-167003-1800

Action : 16700302- Coopération scientifique et accueil des chercheurs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique jeunesse, promesse républicaine, orientation et insertion professionnelle, enseignement supérieur et recherche (fonctionnement)	1 101 000,00 € HT	18,17 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEBDO STE EXPLOIT HEBDO LE POINT

Adresse administrative : 1 BOULEVARD VICTOR
75015 PARIS 15E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Société Anonyme

Représentant : Monsieur FRANÇOIS CLAVERIE, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 19 février 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Un démarrage anticipé permettra la prise en compte des dépenses éligibles en lien avec la préparation et l'organisation de la manifestation soutenue à compter du 1er septembre 2025.

Description :

Le Point organisera les 18 et 19 février 2026 à CentraleSupélec à Gif-sur-Yvette une manifestation publique - PARIS SACLAY SUMMIT, dont l'accès pour les participants sera gratuit sur inscription.

Le PARIS-SACLAY SUMMIT est un événement scientifique de dimension internationale, qui a pour vocation de questionner les chercheurs, décideurs politiques, grands dirigeants, étudiants, entrepreneurs et citoyens, sur l'apport de la science face aux grands défis du siècle.

L'ambition est de donner à voir l'excellence et la portée mondiale de la recherche française et européenne au service du progrès : réaffirmer la valeur sociétale des sciences, démystifier la science, favoriser les débats entre des personnes de différents horizons...

Il est entendu que LE POINT assure la responsabilité éditoriale de l'événement, en concertation avec la Région, l'Agglomération et le Département.

Détail du calcul de la subvention :

L'intervention financière régionale consiste en une participation de 200 000 € aux dépenses de fonctionnement liées à l'organisation de la manifestation (frais de personnel, logistique, location de salles, restauration, hébergement, communication, transport, etc).

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Technique	149 020,00	13,53%
Logistique intervenants et équipes	132 000,00	11,99%
Logistique visiteurs	60 500,00	5,50%
Restauration	155 000,00	14,08%
Communication	224 000,00	20,35%
Ressources Externes	184 000,00	16,71%
Mobilisation/Rémunérations Intervenants	30 000,00	2,72%
Ressources Internes	150 000,00	13,62%
Location CentraleSupélec	16 480,00	1,50%
Total	1 101 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil Régional Ile-de-France	200 000,00	18,17%
Agglomération Paris-Saclay	200 000,00	18,17%
Département Essonne	41 000,00	3,72%
NOKIA	85 000,00	7,72%
EDF	85 000,00	7,72%
DANONE	85 000,00	7,72%
AXA	100 000,00	9,08%
BOUYGUES	70 000,00	6,36%
SNCF	75 000,00	6,81%
DATA 4	60 000,00	5,45%
LA POSTE	100 000,00	9,08%
Total	1 101 000,00	100,00 %

Annexe 4 - Convention Paris Saclay Summit 2026

**CONVENTION DE
SUBVENTION ENTRE
LA RÉGION ÎLE-DE-
FRANCE
ET LE POINT**

POUR SOUTENIR L'ORGANISATION
DE LA 3ÈME ÉDITION « PARIS
SACLAY SUMMIT »
les 18 et 19 février 2026

Entre d'une part,

La Société d'Exploitation de l'Hebdomadaire Le POINT (SEBDO),
société anonyme au capital de 10.100.160 euros, dont le siège social se situe au
1, Boulevard Victor - 75015 Paris, inscrite au Registre du Commerce et des
Sociétés de Paris sous le numéro unique d'identification 312 408 784,
représentée par Monsieur Renaud Grand-Clément, en sa qualité de Président-
Directeur Général,

Ci-après dénommée « Le

POINT », Et

La Région Ile-de-France

Dont le siège est au 2 rue Simone Veil 93400
Saint-Ouen Représentée par Madame Valérie
Pécresse, sa Présidente

Ci-après dénommée « la Région ».

Ci-après dénommées collectivement « Les Parties ».

ÉTANT PRÉALABLEMENT RAPPELÉ QUE :

Le POINT est une société editrice de publication de presse dans le domaine de l'information à forte valeur ajoutée. Dans le cadre de ses activités éditoriales, Le POINT organise des conférences d'information et de réflexion de haut niveau, animées par la rédaction et faisant intervenir des experts reconnus dans chacun des thèmes abordés. La conception et le contenu de ces manifestations sont confiés à la rédaction du Point qui apporte son expertise dans le respect des règles déontologiques et d'indépendance propres à la presse.

Le POINT organisera les 18 et 19 février 2026 à CentraleSupélec à Gif-sur-Yvette une manifestation publique, initiée et conçue par Le POINT, dont l'accès pour les participants sera gratuit sur inscription.

La Région a décidé d'y apporter son soutien au moyen d'une subvention dans le cadre de l'organisation de la troisième édition de « PARIS-SACLAY SUMMIT » (ci-après l'Événement).

Les Parties se sont rapprochées pour définir ce qui suit :

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

Le PARIS-SACLAY SUMMIT est un événement scientifique de dimension internationale, qui a pour vocation de questionner les chercheurs, décideurs politiques, grands dirigeants, étudiants, entrepreneurs et citoyens, sur l'apport de la science face aux grands défis du siècle.

L'ambition est de donner à voir l'excellence et la portée mondiale de la recherche française et européenne au service du progrès : réaffirmer la valeur sociétale des sciences, démystifier la science, favoriser les débats entre des personnes de différents horizons...

Par la présente convention, Le POINT a sollicité une aide financière auprès de la Région qui a répondu positivement à sa demande et qui s'engage à lui octroyer une subvention à hauteur de 200 000 € HT.

La présente convention a pour objet de définir les conditions du soutien apporté à la société Le POINT par la Région, et notamment les modalités de versement des subventions à son bénéfice.

Article 2 : Déroulement de l'événement

Dans le cadre de la mise en place du PARIS SACLAY SUBMIT, Le POINT aura la charge d'organiser l'évènement, et à ce titre de : établir le programme de l'évènement ;

- rechercher des partenaires financiers et sponsors ;
- coordonner le projet avec les différentes parties prenantes impliquées ;
- gérer la logistique et l'organisation ;
- établir la liste de ces intervenants ;
- organiser la communication en amont, pendant et après l'événement ;
- mobiliser des relais médiatiques et les réseaux d'acteurs pour promouvoir l'événement auprès d'une audience élargie ;
- créer un site événementiel incluant le programme de la manifestation et une billetterie permettant au public de s'inscrire en ligne aux conférences ;

- produire des livrables ;
- de constituer les panels d'intervenants et d'animer les débats programmés pendant l'événement.
-

Ces axes ont été identifiés à l'occasion de réunions entre les Parties, qui y contribueront chacune dans l'objectif d'assurer le bon déroulement de la 3^{ème} édition de l'événement.

Il est entendu que LE POINT assure la responsabilité éditoriale de l'événement, en concertation avec la Région. La Région n'a pas la qualité de co-organisateur de l'évènement.

Chaque Partie s'engage également à mettre à la disposition du projet certaines ressources dont elle dispose, notamment et sans que cette liste soit limitative : fichiers d'adresses, contacts privilégiés avec des intervenants ou des participants potentiels, une équipe projet robuste.

L'événement se déroulera à CentraleSupélec à Gif-sur-Yvette. Les conditions de la mise à disposition font l'objet d'une convention spécifique.

Article 3 : Engagements du POINT

3.1 LE POINT s'engage à mentionner les contributions de la Région pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la Chartes de visibilité/chartes graphiques de la Région disponible sur <https://www.iledefrance.fr/document/25050/download>.

3.2 En tant que personne morale de droit privé, LE POINT s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

3.3 LE POINT s'engage à publier 3 offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Article 4 : Obligations de la Région

4.1 La Région s'engage à apporter une participation financière au POINT pour un montant fixe, forfaitaire et non révisable de 200 000 € HT pour l'année 2026.

4.2 L'événement se déroulera à CentraleSupélec à Gif-sur-Yvette. Les conditions de la mise à disposition font l'objet d'une convention spécifique.

Article 5 : Modalités de versement des subventions

Pour la Région, les versements se feront selon les modalités financières suivantes : Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande de l'organisme subventionné.

5.1. Versement d'avances : LE POINT peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le cumul des avances ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention. Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

5.2. Versement d'acomptes : LE POINT peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle. Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme. Le cumul des avances et des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

5.3. Versement de solde : La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par LE POINT de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée. Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du POINT et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme ;
- un compte-rendu d'exécution du projet, signé par le représentant légal de l'organisme subventionné qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité. Ce compte-rendu devra comporter les éléments quantitatifs et qualitatifs relatifs à la réalisation de l'action. Il présentera, le cas échéant, le différentiel entre le prévisionnel et le réalisé (calendrier, nature et nombre des actions, publics et territoires cibles, partenariats mis en œuvre, etc.). Enfin, il comportera un bilan critique des résultats obtenus au regard des objectifs poursuivis et, si possible, une évaluation de l'impact du projet, tant sur les bénéficiaires que sur les territoires ciblés.
- un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal de l'organisme subventionné. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné. Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques d'Île-de-France et du département de Paris.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué en annexe à la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives (versement du solde) dans le délai de 3 années (fonctionnement) indiqué à l'article 5.4 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région

5.4. Règles de caducité : Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, LE POINT n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an

par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

5.5. Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1 septembre 2025 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 5.4 de la présente convention.

Article 6 : Report ou Annulation de l'évènement

En cas d'annulation de l'évènement en raison d'éléments extérieurs à la volonté des parties, la Région s'engage à prendre en charge les frais techniques correspondant aux prestations réellement exécutées par LE POINT.

Aucune autre somme ne pourra être réclamée de part et d'autre, chaque partie gardant à sa charge les frais qu'elle aura pu engager dans le cadre du projet (temps passé, ...).

Article 7 : Comitologie

Afin d'assurer la réussite de l'évènement et l'implication des interlocuteurs compétents sur chacune des thématiques, une comitologie appropriée est mise en place. Celle-ci comprend :

- Un comité stratégique
- Un comité opérationnel
- Un comité scientifique
- 5 groupes de travail spécifiques :
 - GT Communication
 - GT Logistique
 - GT Partenariats académiques, instituts de recherche, étudiants, lycéens
 - GT Partenariats privés/publics
 - GT Développement économique (Prospection / attractivité)

Article 8 : Interlocuteur

Chacune des Parties désignera un interlocuteur privilégié chargé de mettre en œuvre le partenariat et communiquera à l'autre Partie les coordonnées (adresse, téléphone, télécopie, mail) de cet interlocuteur.

Tout changement de cet interlocuteur devra être communiqué à l'autre Partie dans les meilleurs délais.

Article 9 : Résiliation anticipée

En cas de manquement de l'une des Parties à ses obligations contractuelles, l'autre Partie pourra la mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'y remédier dans le délai de 15 (quinze) jours.

Dans le cas où cette mise en demeure resterait infructueuse, la Partie lésée aura la faculté de résilier de plein droit la présente convention en ce qui la concerne, par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant le respect d'un préavis de 15 (quinze) jours.

Article 10 : Durée

La présente convention est conclue à compter de sa signature par les parties jusqu'à l'expiration de la période d'exécution des obligations indiquées à l'article 1.

Article 11 : Responsabilité

Chacune des Parties est tenue à une obligation de moyens dans le cadre des présentes.

Les Parties déclarent être couvertes par une police d'assurance de Responsabilité Civile.

Article 11 : Force majeure

Aucune des Parties ne pourra être tenue pour responsable d'un manquement quelconque à ses obligations au titre de la convention si un tel manquement résulte d'un cas de force majeure présentant les caractéristiques définies par la Jurisprudence de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat.

Néanmoins, dans l'hypothèse où le cas de force majeure se prolongerait au-delà de 1 (un) mois, chacune des Parties aura la faculté de mettre un terme de plein droit à la présente convention sans préavis ni indemnité.

Article 13 : Propriété Intellectuelle

13.1 Chaque Partie consent à l'autre un droit d'usage non exclusif de son logo et/ou de sa marque pour les stricts besoins de l'application de la présente convention et pour la durée de celle-ci, à l'exclusion de toute autre utilisation, sauf accord préalable et écrit de la Partie concernée. Cette autorisation n'entraîne aucune cession d'un droit quelconque sur les marques et/ou les logos considérés.

13.2 Chaque Partie autorise l'autre à mentionner le présent partenariat dans le cadre de sa communication interne et externe sur tout support : éditions, panneaux d'exposition, intranet, Internet, rapports d'activités, lettre ou journaux internes, vidéo, support presse donnant lieu ou non à achat d'espace, et sur tout support connu et inconnu à ce jour.

Article 14 : Évaluation

Un état d'avancement déclaratif simple est soumis à chaque réunion du comité stratégique et du comité opérationnel. Il met en évidence l'avancement global du projet et de chacune des actions permettant aux parties de vérifier la bonne utilisation de la subvention pour le projet en cause. Les indicateurs qualitatifs et quantitatifs de suivi seront proposés par le comité opérationnel.

À l'issue de l'événement, un rapport détaillant les modalités de mise en œuvre, les résultats atteints et les modalités de pérennisation de l'événement est préparé par le comité opérationnel puis présenté au comité stratégique.

Article 15 : Confidentialité

Chacune des Parties s'engage à conserver la plus stricte confidentialité sur toutes informations de l'autre Partie qui pourraient lui être transmises ou dont elle pourrait avoir connaissance dans le cadre de l'exécution de la présente

convention.

Elles s'engagent à ne pas les exploiter à d'autres fins que celle de l'exécution de la convention.

Chaque Partie se porte garante du respect de cette clause par son personnel.
La présente clause restera en vigueur pendant toute la durée de la convention de partenariat et pendant les 3 (trois) ans qui suivront son terme pour quelque raison que ce soit.

Article 16 : Obligations en matière d'éthique

Le POINT s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

Article 17 : Transfert des droits de la convention

La présente convention est conclue intuitu personae et ne pourra être cédée par LE POINT qu'au profit d'une autre société appartenant au Groupe Le POINT, au sens des articles L. 233-3 et L. 233-4 du Code de commerce.

Article 18 : Indépendance des Parties

LE POINT et la Région Ile-de-France sont et demeurent indépendants et assurent pleinement et librement la réalisation de leur objet social respectif.

Il est expressément entendu que la présente convention ne pourra, en aucune façon, être considérée comme une société entre les Parties, la responsabilité de chacune étant limitée aux engagements pris par chacune d'elle dans la présente convention.

Article 19 : Loi applicable - juridiction compétente

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, est soumise à l'ordre juridictionnel compétent.

Article 20 : Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet ».

Fait à Paris, le

En quatre exemplaires originaux,
LE POINT

Renaud GRAND-
CLÉMENT
Président Directeur
Général

La Région Ile-de France
Valérie PECRESSE Présidente
et par délégation

La Directrice de
l'Innovation, la Recherche
et de l'Enseignement
Supérieur

Delphine PELADE

Annexe 5 - Convention - type Chaires de recherche en SHS

CONVENTION N°

relative à l'attribution de la subvention pour une chaire de recherche en sciences humaines et sociales

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, **Madame Valérie PECRESSE**, en vertu de la délibération N° CP2024-241 du 27 , ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire

dont le statut juridique est :

N° SIRET :

dont le siège social est situé au :

ayant pour représentant

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

VU la délibération n° CR 72-10 du 19 novembre 2010 portant la politique régionale en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche 2011-2016 ;

VU la délibération n° CP 2019-142 du 19 mars 2019 portant ajustement des dispositifs régionaux en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP2021- 270 du 22 juillet portant soutien aux Domaines d'Intérêt Majeur de recherche (2^{ème} affectation), ajustement du dispositif « Contrats de recherche » et diverses modifications ;

VU la délibération n° CR2022-078 portant les règles fixées par le règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP _____ du _____ (portant l'attribution de la subvention) ;

PREAMBULE :

Après avoir rappelé le soutien régional à la recherche en sciences humaines et sociales au titre du dispositif « Contrats de recherche » permettant de financer les chaires de recherche en sciences humaines et sociales (« chaires de recherche en SHS »), projets de recherche portant sur les enjeux de société, notamment ceux en lien avec l'Île-de-France, et présentés par des regroupements universitaires et ceux liés par une convention de coordination territoriale situés sur le territoire d'Île-de-France. Les projets de recherche sont réalisés, sur une durée de trois ans maximum, par des jeunes chercheuses et chercheurs franciliens recrutés dans un établissement d'enseignement supérieur et de recherche en Île-de-France.

Et que ce soutien vise à :

- éclairer l'action publique grâce aux apports de travaux de recherche permettant de développer des nouvelles pratiques sur différents fronts, améliorer la gestion de transitions et d'anticiper le monde de demain,
- apporter des financements complémentaires aux recherches en SHS dans chacun des regroupements franciliens et soutenir le développement de ces disciplines,

- mobiliser et mettre en avant de jeunes chercheurs en leur offrant un excellent environnement de recherche ;
- faciliter les interactions interdisciplinaires et la prise en compte de toutes les thématiques des SHS,
- favoriser le développement de plateformes de recherche en sciences humaines et sociales,
- valoriser des résultats dont la mise en œuvre sera transposable à l'échelle régionale.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° _____ (portant l'attribution de la subvention), la Région a décidé de soutenir le projet de chaire en sciences humaines et sociales « _____ (Intitulé du projet) », dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention (référence dossier n° _____), porté par : M/Mme _____, (situation professionnelle), qui travaillera à _____ (nom de l'établissement d'enseignement supérieur et de recherche - bénéficiaire de la subvention, nom du laboratoire, nom du regroupement universitaire).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire :

- une subvention en fonctionnement correspondant à 100% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à _____ €.

La présente convention fixe les modalités de financement et de réalisation de cette chaire.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

En outre, le bénéficiaire s'engage à :

- Assurer les actions de dissémination de la connaissance, les actions de valorisation et les activités de diffusion des travaux de recherche auprès du grand public prévues par le projet de chaire.
- Répondre auprès de la Région de toute question relative à l'organisation matérielle et au bon déroulement du projet.
- Informer la Région des difficultés ou événements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution du projet.
- A mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation de l'ensemble des actions (y compris, des actions de communication et dissémination) prévues pour cette chaire.
- Fournir à la Région toute l'information nécessaire pour évaluer d'impact du projet subventionné.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité

de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA PUBLICATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le Bénéficiaire s'engage à publier 3 offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

[le cas échéant] Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire ou de statut.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur, pour un organisme de droit privé.
- Appliquer les textes relatifs aux marchés publics si l'établissement bénéficiaire y est soumis.
- Fournir à la Région, sur toute la durée de la convention :
 - o les comptes annuels : bilan et compte de résultat et annexe du dernier exercice certifiés, selon le cas, par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L.822-1 du code de commerce, un expert comptable ou la personne habilitée à signer ;
 - o le rapport d'activité annuel chiffré et détaillé par actions menées.
- Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements dans les délais prévus, tels que mentionnés dans l'article 3.2 « modalités de versement » de la présente convention.
- [le cas échéant] Produire un compte-rendu d'exécution qui détaillera les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité, lors de la demande de versement du solde.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la Charte de visibilité régionale disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

ARTICLE 2.7 : OBLIGATIONS RELATIVES AUX DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »). Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la Région et le bénéficiaire sont qualifiés de Responsables de traitement « conjoints ». Dans le cadre de l'exécution de la présente convention, la Région et le bénéficiaire déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel objet de la présente convention. Les clauses afférentes à la protection des données personnelles dans le cadre du dispositif « Chaires de recherche en SHS » sont précisées dans l'annexe à la présente convention. Ces clauses ont pour objet de déterminer les obligations respectives des Parties de définir les responsabilités de la Région et du bénéficiaire concernant leur conformité au regard des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande comporte un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Chaque demande de versement de subvention (accompagnée de son état récapitulatif) est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'avances, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie suffisante pour démarrer son projet, et ce dans les conditions suivantes :

En l'absence de justification des avances à l'échéance des délais de caducité de la subvention prévus à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 80 % du montant de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'avance, un état récapitulatif des dépenses n'a pas à être produit.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTE

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit précisant par chaire :

- les références, dates, montants HT et TTC des factures, marchés ou actes payés au titre du projet;
- le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Le cumul des avances et des acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Toute demande de solde est ferme et définitive.

La subvention en peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

SI TIERS PMD PUB : Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de publication d'offres de stages ou d'alternance mentionnés à l'article 2.3 de la présente convention.

SI TIERS PMD PRIVE : Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- un ou des justificatif(s) de publication d'offre de stages ou d'alternance mentionné à l'article 2.3 de la présente convention.

Par ailleurs le paiement du solde est conditionné par la présentation d'un rapport d'activité, sur les activités de recherche et de diffusion de la connaissance réalisées dans le cadre du projet subventionné. Ce rapport fera ressortir :

- les principaux travaux de recherche et les résultats scientifiques obtenus,
- les actions de communication réalisées et les activités de diffusion des travaux de recherche auprès du grand public,
- les actions de valorisation des travaux et des compétences en lien avec les acteurs du territoire : contrats / partenariats / résultats et développements potentiels attendus avec des partenaires publics et/ou privés,
- l'impact global du projet.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

Le versement de la subvention est effectué sur le compte ouvert au nom de : NON OBLIGATOIRE

XXX

Code banque : XXX

Code guichet : XXX

Compte n° XXX

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 années (fonctionnement) ou 4 années (investissement) indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à partir du _____ (date d'attribution de la subvention) jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le

Elle est conclue pour une durée de 6 ans.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention :

- pour motif d'intérêt général,
- suite à l'impossibilité de réaliser le projet de recherche soutenu pour les raisons de désistement ou de démission du lauréat.

Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une

mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

SI TIERS PMD PUBLIC : La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives à la publication d'offres de stages et d'alternance.

SI TIERS PMD PRIVE : La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives à la publication d'offres de stages et d'alternance.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou de changements tels que prévus à l'article 2.4 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention - durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Le bénéficiaire s'engage à signaler par écrit à la Région, documents à l'appui, toute difficulté ou évènement susceptible de modifier, retarder voire interrompre le programme projeté et donc de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention. Le non- respect de cette obligation d'information peut être sanctionné par la résiliation de la convention par la Région prévue à l'article 5 de la présente convention.

Par ailleurs, toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

En cas de modification de projet, la Région se réserve le droit de revoir à la baisse le montant de sa subvention en application de l'article 3.3 de la présente convention. Aucun surcoût ne peut être supporté par la Région.

La part définitive de la Région dans le financement du projet ne pourra excéder le taux plafond fixé à l'article 1 de la présente convention.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et les annexes dénommées « **Clause type de responsabilité conjointe : Protection des données à caractère personnel** » et « **Fiche projet** » adoptée par délibération n°

Fait à Saint Ouen en deux exemplaires originaux,

Le

Le bénéficiaire

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

Valérie PECRESSE

Annexe : Clause type de responsabilité conjointe Protection des données à caractère personnel

1. Objet

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la Région Ile-de-France (ci-après, « la Région ») et le bénéficiaire (l'établissement porteur du projet) (ci-après « le Responsable Conjoint ») sont qualifiés de Responsables de traitement « conjoints ».

La Région et le Responsable Conjoint sont dénommés ensemble les « Parties ».

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, les Parties déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel objet de la présente convention.

La présente clause a pour objet de déterminer les obligations respectives des Parties dans le cadre du dispositif Chaires de recherche SHS et de définir les responsabilités des Parties concernant leur conformité au regard des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel.

2. Obligations respectives des responsables conjoints

2.1 Finalités du traitement

Les Parties définissent conjointement les finalités principales du traitement, à savoir, la gestion des subventions à des structures et organismes Etablissements Supérieurs et de Recherche (ESR).

2.2 Moyens du traitement

La notion de moyen recouvre tant les moyens matériels, logiciels ou encore de ressources humaines affectées à la gestion du traitement concerné par la présente convention.

Les Parties définissent conjointement les moyens du traitement suivants :

- Partage des modalités de collecte des données :
 - Lors de la candidature du chercheur via MesDemarches,
 - Lors de la sélection des projets par des jurys et des experts mandatés par la Région
 - Lors de l'attribution de la subvention et du suivi financier des projets
 - Lors du suivi opérationnel du dispositif
 - A l'occasion de communication autour du projet, diffusion des résultats des travaux de recherche et d'événements pour valoriser le projet et l'action régionale

Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

2.3 Données traitées

Données courantes

- ☒ Etat civil, identité, données d'identification, images
- ☐ Données de connexion (logs, adresse IP, etc.)
- ☒ Vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale, diplômes, niveau d'études, etc.)
- ☒ Vie professionnelle (fonction, coordonnées professionnelles, etc.)
- ☒ Informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, situation fiscale, RIB, etc.)
- ☐ Données de localisation (déplacements, données GPS, données GSM, etc.)

☐ Autres, préciser :

Données sensibles ou à caractère hautement personnel

Aucune donnée sensible ou à caractère hautement personnel demandée pour ce dispositif.

2.4 Catégories de personnes concernées

Les personnes concernées sont :

- ☒ Agents régionaux
- ☐ Mineurs
- ☒ Particuliers (chercheurs)
- ☒ Autres, préciser : responsables de l'établissement, responsables du dossier, responsables financiers de l'établissement, directeurs des laboratoires, jurys et experts

2.5 Opérations de traitement et usages

Les Parties peuvent réaliser chacune les opérations suivantes sur les données :

- Collecte de données
- Enregistrement de données
- Organisation de données
- Structuration de données
- Conservation de données
- Adaptation ou modification de données
- Extraction de données
- Consultation de données
- Utilisation de données
- Communication de données (transmission ou toute autre forme de mise à disposition)
- Rapprochement de données
- Effacement de données
- Destruction de données

Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

Les Parties poursuivent chacune les principaux objectifs suivants :

Pour la Région :

- Attribuer les subventions dans le cadre du dispositif à l'établissement porteur du projet
- Faire le suivi opérationnel du dispositif
- Communiquer sur le projet et sur l'action régionale

Pour le bénéficiaire (établissement porteur de projet)

- Attribuer les bourses aux chercheurs lauréats,
- Gérer les contrats de travail d'autres personnels scientifiques impliqués dans le projet,
- Faire le suivi opérationnel du dispositif

Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

3. Respect des obligations légales

3.1 Durée de conservation

La définition de la durée de conservation des données est confiée à la Région et au Responsable Conjoint.

3.2 Information des personnes concernées

Les conditions et modalités pour satisfaire aux obligations légales d'information des personnes concernées sont mises en œuvre par la Région et le Responsable Conjoint.

3.3 Droit d'accès, de rectification ou d'effacement

Les conditions de mise en œuvre du droit d'accès, de rectification ou d'effacement sont mises en œuvre par la Région et le Responsable Conjoint.

3.4 Droit à la limitation

Les conditions de mise en œuvre du droit à la limitation du traitement sont mises en œuvre par la Région et le Responsable Conjoint.

3.5 Droit d'opposition

Les conditions de mise en œuvre du droit d'opposition sont mises en œuvre par la Région et le Responsable Conjoint.

3.6 Droit à la portabilité

Les conditions pour satisfaire au droit à la portabilité des données et à son exercice sont mises en œuvre par la Région et Responsable Conjoint.

3.7 Mesures de sécurité

Les mesures de sécurité, d'accès et de traçabilité sont définies par la Région et le Responsable Conjoint.

Les Parties sont responsables de la protection et de la sécurisation des moyens mis en œuvre pour accéder au traitement (code d'accès ou autre solution).

Les Parties ont, par ailleurs, pour mission de :

- procéder à la définition et la mise en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- procéder aux tests, analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles de nature à assurer la sécurité du traitement.
- en cas de transfert de données personnelles vers un pays hors UE, la Partie concernée certifie mettre en place toutes les garanties reconnues et attendues par la Réglementation et les autorités compétentes, permettant d'encadrer ledit flux de manière conforme. Elle s'engage par ailleurs à en informer l'autre Partie et à lui transmettre le détail des dispositifs mis en place, à première demande, y compris lorsqu'elle est tenue de procéder à un tel transfert en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel le Responsable conjoint concerné est soumis, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Les mesures de sécurité et politique associées seront mises à jour régulièrement par la Région et le Responsable Conjoint qui notifieront les changements à la Région et au Responsable Conjoint par tout moyen qu'ils estiment approprié, privilégiant la voie électronique (accès en ligne ou envoi par courrier électronique).

4. Coopération avec les autorités de contrôle

Chacune des Parties est en charge pour elle-même des relations avec la Cnil pour les traitements objet de la présente clause.

En cas de contrôle directement réalisé auprès de l'une des Parties par l'autorité de contrôle, cette dernière doit satisfaire au contrôle et collaborer avec l'autorité de contrôle et aviser l'autre Partie dès

qu'elle a connaissance de l'existence d'un contrôle ou toute autre démarche engagée par une autorité de contrôle.

5. Registre des activités de traitement

Chacune des Parties s'engage à intégrer les traitements pour les traitements objet de la présente clause dans son registre des activités de traitement.

Le registre des activités de traitement doit comporter les informations suivantes :

- le nom et les coordonnées du responsable du traitement et du responsable conjoint du traitement, du représentant du responsable du traitement et du délégué à la protection des données éventuellement désigné ;
- les finalités du traitement ;
- une description des catégories de personnes concernées et des catégories de données à caractère personnel ;
- les catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées, y compris les destinataires dans des pays tiers ou des organisations internationales ;
- le cas échéant, les transferts de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris leur identification respective et, dans le cas des transferts vers des pays ne bénéficiant pas d'un niveau de protection adéquat, les documents attestant l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, les délais prévus pour l'effacement des différentes catégories de données ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

6. Violation de sécurité

Les Parties sont en charge du traitement des éventuelles violations de sécurité.

Les Parties ont pour tâche :

- de prendre les mesures adaptées ;
- de tenir le registre des violations ;
- d'assumer les notifications éventuelles avec l'autorité de contrôle ;
- d'organiser s'il y a lieu la communication auprès des personnes concernées.

Les Parties mettent en œuvre sans délai les mesures et démarches qui lui seront communiquées par chacune des Parties.

Chacune des Parties doit aviser sans délai l'autre Partie de toute violation ou suspicion de violation de données et des conséquences de cette violation.

7. Point de contact

Il appartient à chacune des Parties de définir un point de contact en interne avec l'autre partie.

Le point de contact choisi sera également le point de contact des personnes concernées.

Le point contact pour la Région est le Délégué à la protection de données :

- Adresse électronique : dpo@iledefrance.fr ,
- Adresse postale suivante : Région Île-de-France, Pôle Transformation Numérique, à l'attention du Délégué à la Protection des Données, 2 Rue Simone Veil 93400 Saint Ouen.

8. Collaboration

Les Parties conviennent de collaborer étroitement dans le cadre de leurs relations.

Chacune des Parties s'engage à maintenir une collaboration active et régulière en remettant à l'autre les éléments et documents nécessaires de nature à lui permettre de répondre à ses obligations.

Les Parties s'engagent à se tenir réciproquement informées de toute difficulté relative au traitement.

9. Communication des grandes lignes

Les Parties définissent les conditions dans lesquelles les Parties satisfont au respect des obligations visées par la réglementation en matière de protection des données qui impose que soient communiquées aux personnes concernées les grandes lignes de la présente convention :

- l'identité des responsables du traitement ;
- les finalités et moyens du traitement ;
- les données traitées ;
- les obligations de chaque responsable de traitement ;
- le point de contact pour les personnes concernées par le traitement.

10. Garanties

Nonobstant les dispositions de la réglementation en vigueur relatives à la responsabilité solidaire des Parties, chaque Partie est garantie vis-à-vis de l'autre des obligations souscrites au titre des présentes et assumera seule les conséquences de ses manquements.

La Partie défaillante devra réparer les dommages subis par l'autre.

11. Sous-traitance

Chacune des Parties est en droit de faire appel pour tout ou partie de la réalisation, de l'exploitation ou de la maintenance du traitement objet de la présente convention à un sous-traitant.

Cette opération de sous-traitance donnera lieu à la signature d'un contrat comportant des garanties équivalentes à la présente convention s'agissant des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre par le sous-traitant. Ce contrat comportera notamment les mêmes obligations que celles prévues à la présente convention en matière de protection des données à caractère personnel. La Partie procédant à cette opération de sous-traitance veille à s'assurer que le sous-traitant choisi présente des garanties quant à la mise en œuvre de mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées en matière de protection des données.

La Partie procédant à la sous-traitance de toute ou partie de la réalisation, de l'exploitation ou de la maintenance du traitement objet de la présente convention reste seule responsable des opérations de traitement réalisées par son sous-traitant.

Annexe 6 - Fiche projet - Chaire ETI

DOSSIER N° 25004490 - Recherche en sciences humaines et sociales chaires de recherche en SHS - 2025 - chaire ETI

Dispositif : Contrats de recherche - fonctionnement (n° 00000137)

Délibération Cadre : CP2021-270 du 22/07/2021

Imputation budgétaire : 936-67-657381-167001-1800

Action : 16700105- Allocations de recherche et Chaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats de recherche - fonctionnement	140 000,00 € TTC	100,00 %	140 000,00 €
	Montant total de la subvention		140 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IAE INSTITUT ADMINISTRATION
ENTREPRISES DE PARIS
Adresse administrative : 8 RUE DE LA CROIX JARRY
75013 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National d'Enseignement
Représentant : Monsieur Eric LAMARQUE, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 20 novembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter du 1 septembre 2025 par dérogation prévue à l'article 17 du règlement budgétaire et financier.

Description :

Le monde change. La convergence d'un monde urbanisé avec l'hyper connectivité est venue bouleverser la manière de vivre et d'entreprendre dans nos territoires.

Les révolutions sont multiples et elles nous interrogent en profondeur : mutations technologiques (le digital et ses implications), le défi écologique (changement climatique et développement durable), nouvelles vies urbaines (smart cities, smart citizens), enjeux culturels et sociaux (génération Z, silver economy), nouveaux modèles économiques et de gouvernance.

Dans ce monde en transition, complexe et interdépendant, nous nous devons de repenser les liens entre économie, territoire et société.

Les Entreprises et les pouvoirs publics nationaux et locaux doivent prendre la mesure de ces changements pour survivre : la création de valeur prend des formes différentes, les business models se renouvellent, et les organisations se réinventent – tant en interne que dans leurs

relations aux parties prenantes (clients et fournisseurs, territoire, salariés, réseaux sociaux).

La Chaire ETI a pour objectif d'aider les organisations - entreprises, collectivités ou institutions - à décoder les révolutions auxquelles elles sont confrontées (digitale, écologique, modes de vie, etc., afin d'anticiper les futures mutations, en maîtriser les impacts, régénérer leurs business models, pour les entreprises et les modèles de services pour les Territoires, revitaliser les process et les savoir-être.

Pour cela, la Chaire ETI mettra en place des actions de recherche, de diffusion, et de valorisation, destinées à améliorer les connaissances et à explorer de nouvelles solutions.

Ainsi, le programme de travail est structuré autour de deux axes :

- Recherche : travaux d'études scientifiques dirigés par Carlos MORENO, Professeur associé et Directeur scientifique de la Chaire ETI à l'IAE Paris-Sorbonne ;
- Diffusion et de valorisation des connaissances : publications scientifiques, forums, colloques, conférences, séminaires académiques, ateliers de vulgarisation scientifique, école d'été, ateliers inter-partenaires d'intelligence collective, MOOC ou masterclasses thématiques, rédaction de rapports, articles, notes de synthèse, etc.

Localisation géographique :

- GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires des personnels scientifiques associés aux travaux	134 000,00	95,71%
Coûts environnés (publications, manifestations scientifiques, déplacements, etc.)	6 000,00	4,29%
Total	140 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	140 000,00	100,00 %
Total	140 000,00	100,00 %

Annexe 7 - Fiches projets QIM TND

DOSSIER N° 25004422 - QIM TND (fonctionnement)

Dispositif : Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement) (n° 00000351)

Délibération Cadre : CR229-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 936-67-657382-167001-1800

Action : 16700106- Programmes de recherche d'intérêt majeur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	1 000 000,00 € HT	100,00 %	1 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AP-HP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS
Adresse administrative : 55 BOULEVARD DIDEROT
75012 PARIS 12E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public Hospitalier
Représentant : Monsieur Nicolas REVEL, Directeur Général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 20 novembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Apprentissages et troubles du neuro-développement : comment passer de la compréhension des mécanismes aux outils de repérage précoce et d'accompagnement ?

Cette QIM vise à :

- Comprendre les mécanismes des apprentissages chez l'enfant, leurs bases cérébrales, ainsi que les difficultés qui peuvent les entraver.
- Développer des outils novateurs de repérage précoce des troubles du neurodéveloppement (TND)
- Concevoir des solutions innovantes pour soutenir les apprentissages et l'inclusion pour les enfants présentant un TND.
- Proposer des outils accessibles pour expliquer aux enfants et à leurs parents le fonctionnement du cerveau, ses troubles, les méthodes de diagnostic, afin de renforcer leur autonomie.
- Inclure les enfants et les familles dans la définition des besoins et l'évaluation des outils, pour répondre concrètement à leurs attentes et améliorer leur qualité de vie.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (doctorants, postdocs, ingénieurs, stagiaires etc ..)	795 925,93	79,59%
Coûts environnés	130 000,00	13,00%
Frais de gestion	74 074,07	7,41%
Total	1 000 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	1 000 000,00	100,00 %
Total	1 000 000,00	100,00 %

DOSSIER N° 25004423 - QIM TND (investissement)

Dispositif : Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement) (n° 00000350)

Délibération Cadre : CR229-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 906-67-204182-167001-1800

Action : 16700103- Programmes de recherche d'intérêt majeur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	757 575,75 € HT	66,00 %	500 000,00 €
Montant total de la subvention			500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AP-HP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS

Adresse administrative : 55 BOULEVARD DIDEROT
75012 PARIS 12E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Etablissement Public Hospitalier

Représentant : Monsieur Nicolas REVEL, Directeur Général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 20 novembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Apprentissages et troubles du neuro-développement : comment passer de la compréhension des mécanismes aux outils de repérage précoce et d'accompagnement ?

Cette QIM vise à :

- Comprendre les mécanismes des apprentissages chez l'enfant, leurs bases cérébrales, ainsi que les difficultés qui peuvent les entraver.
- Développer des outils novateurs de repérage précoce des troubles du neurodéveloppement (TND)
- Concevoir des solutions innovantes pour soutenir les apprentissages et l'inclusion pour les enfants présentant un TND.
- Proposer des outils accessibles pour expliquer aux enfants et à leurs parents le fonctionnement du cerveau, ses troubles, les méthodes de diagnostic, afin de renforcer leur autonomie.
- Inclure les enfants et les familles dans la définition des besoins et l'évaluation des outils, pour répondre concrètement à leurs attentes et améliorer leur qualité de vie.

Les troubles du neurodéveloppement (TND) constituent un enjeu majeur de santé publique en raison de leur impact sur la scolarité, l'autonomie et la qualité de vie. Ce projet vise à relier la compréhension des mécanismes cérébraux de l'apprentissage à la création d'outils concrets de repérage précoce et d'accompagnement des enfants concernés, afin d'en réduire les conséquences sur leur trajectoire scolaire et leur avenir. Il fédère huit projets innovants articulés autour de trois axes :

(1) Repérage précoce et caractérisation spécifique des difficultés. S'appuyant sur les sciences cognitives et le numérique, une batterie de tests électrophysiologiques et comportementaux explorera les domaines cognitifs clés (langage, attention, cognition sociale, numératie) pour identifier la nature précise des difficultés et proposer des accompagnements personnalisés. Un autre versant de cet axe examinera la réponse au traitement pour déterminer les facteurs prédictifs d'efficacité.

(2) Accompagnement et inclusion. L'usage raisonné des grands modèles de langage (LLM) permettra de rendre les comptes rendus médicaux accessibles, d'adapter les manuels scolaires et de personnaliser les interventions, redonnant aux enfants et à leurs familles un rôle actif et éclairé dans leur parcours.

(3) Recherche participative. Un Living Lab associera directement enfants, familles et professionnels à la conception et à l'évaluation des outils.

Un axe transversal veillera à la coordination du projet, au respect des exigences légales et éthiques inhérentes à la recherche chez l'enfant, tout en assurant l'harmonisation des procédures de recueil, de traitement et de diffusion des données. Il garantira ainsi la cohérence, la conformité et la valorisation des travaux menés au sein de l'ensemble des projets.

Les livrables du programme comprendront :

- une plateforme numérique ouverte de tests cognitifs et EEG, et de compilation des résultats d'interventions, accessible à la communauté scientifique et clinique ;
- un LLM médical sécurisé pour la réécriture automatique des comptes rendus médicaux ;
- une plateforme d'adaptation des manuels scolaires pour l'école inclusive ;
- une méthodologie reproductible de Living Lab pour la recherche participative impliquant des enfants.

Coordinateur scientifique de la QIM : Ghislaine Dehaene-Lambertz, Directrice de l'IHU Institut Robert-Debré du Cerveau de l'Enfant

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
petits et moyens équipements	72 154,00	14,43%
équipements mi-lourds	427 846,00	85,57%
Total	500 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	500 000,00	66,00%
Autres financements	257 575,75	34,00%
Total	757 575,75	100,00 %

Annexe 8 - Beneficiaire Aide DAEU

Dispositif « Aide régionale au DAEU »
Nom du bénéficiaire éligible au solde - année universitaire 2024-2025
à consulter au Secrétariat Général du Conseil Régional

Annexe 9 - Fiche projet ART ME UP modifiée et avenant convention

Fait à _____ en 2 exemplaires originaux
Le _____

Le bénéficiaire
d'Île-de-France
ART ME UP,

La Présidente du Conseil régional

**Julie VERMOND, Présidente
PECRESSE**

Valérie

DOSSIER N° EX065235 - AU NOM DU SPORT

Dispositif : Soutien à l'animation des résidences étudiantes par l'engagement de leurs résidents (n° 00001241)

Délibération Cadre : CP2024-122 du 30/05/2024

Imputation budgétaire : 932-23-6574-123003-1800

Action : 12300304- Formations supérieures

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'animation des résidences étudiantes par l'engagement de leurs résidents	48 330,00 € HT	41,38 %	19 998,95 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ART ME UP
Adresse administrative : 109 RUE DE LA REUNION
75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame JULIE VERMOND, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 juillet 2022 - 31 juillet 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

En partenariat avec la Cité Internationale Universitaire de Paris (CIUP), le projet "Au nom du sport !" propose à ses résidents, aux bénéficiaires du CROUS de Paris et aux étudiants des universités franciliennes de s'interroger ensemble sur le rôle inclusif ou d'intégration du sport afin de créer, de façon collective, des oeuvres à leur image (70 participants). Les étudiants seront mobilisés via un appel à candidatures au sein des différentes maisons de la CIUP (18 lettres d'engagement reçues en mai 2022) et des résidences universitaires du CROUS des 5ème et 12èmes arrondissements de Paris.

Trois « laboratoires » seront formés afin de préparer un parcours du spectateur accueilli dans diverses résidences de la CIUP :

- Un premier groupe travaillera selon un processus basé sur l'écriture collective et aboutira à des lectures publiques de ses textes par les participants auteurs,
- un second groupe travaillera selon le principe d'improvisation et d'écriture au plateau et jouera au public des saynètes,
- le dernier travaillera avec des acteurs et actrices de notre prochaine création et explorera les techniques du chœur théâtral et en présentera des extraits

La réalisation finale est la création théâtrale chorale issue à la fois de laboratoires de création de matériaux d'écriture avec des jeunes et de recherches documentaires autour de la question

économique, politique, sociologique et professionnelle liée au sport et à son rôle inclusif ou d'intégration.

Conformément aux attendus du dispositif régional sollicité, ce projet :

- invite des étudiants de résidences universitaires à s'engager dans un projet collectif, au service d'une création artistique mobilisatrice dans la perspective des JOP 2024,
- contribue au développement des "soft skills" des étudiants engagés : prise de parole, confiance en soi, responsabilisation liée à l'engagement dans un projet sur toute l'année universitaire,
- mobilise les résidences universitaires concernées, comme lieux d'expression et de création artistique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- SAINT-DENIS
- ARCUEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Frais de personnel	36 108,00	74,71%	Subvention de la Région (sollicitée)	20 000,00	41,38%
Frais d'ingénierie, achat de prestations	1 847,00	3,82%	Fonds propres	1 168,00	2,42%
Frais de communication	6 866,00	14,21%	MESRI	3 962,00	8,20%
Frais liés à la réalisation des projets par les étudiants	3 509,00	7,26%	Ministère de l'Intérieur, politique de la ville	5 000,00	10,35%
Total	48 330,00	100,00 %	COJO Impact 2024	18 200,00	37,66%
			Total	48 330,00	100,00 %

Annexe 10 - Avenant Convention PSS - 2025

AVENANT n°1
à la convention n°24007934
relative au soutien de la deuxième édition du Paris Saclay Summit

La Société d'Exploitation de l'Hebdomadaire Le POINT (SEBDO), société anonyme au capital de 10.100.160 euros, dont le siège social se situe au 1, Boulevard Victor – 75015 Paris, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro unique d'identification 312 408 784, représentée par Monsieur Renaud Grand-Clément, en sa qualité de Président-Directeur Général,
Ci-après dénommée « Le POINT »
et

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la présidente Mme Valérie PECRESSE,
en vertu de la délibération CP 2024-325 du 15 novembre 2024, CP2025-016 du 30 janvier 2025, CP2025-319 du 20 novembre 2025,
ci-après dénommée « la Région »,

Ci-après dénommées collectivement « Les Parties ».

VU la délibération CP 2024-325 du 15 novembre 2024 portant attribution des subventions 2024 dans le cadre de la Science pour tous – projets pluriannuels, Questions d'intérêt majeur (QIM) 2024 et soutien en faveur de l'entrepreneuriat étudiant ;

VU la délibération CP 2025-016 du 30 janvier 2025 portant dotation 2025 au GIP Genopole, formation supérieures et vie étudiante,

VU la délibération CP 2025-319 du 20 novembre 2025 portant attribution des subventions « La Science pour tous » - projets pluriannuels 2026-2028, QIM 2025, chaire ETI et Paris Saclay Summit,

VU la demande d'ajustement du plan de financement présentée par le bénéficiaire ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIV

Article 1 :

La fiche projet n° 24007934 en annexe à la convention n° 24007934 entre la Région Ile-de-France et le Point est substituée par la fiche projet figurant en annexe au présent avenant.

Article 2 :

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Article 3 :

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, le présent avenant, la fiche projet n°24007934 modifiée et approuvée par délibération n°CP2025-319 du 20 novembre 2025.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en quatre exemplaires originaux, le

LE POINT
Renaud GRAND-CLEMENT
Président Directeur Général

La Région Ile-de-France
Valérie PECRESSE
Présidente

Annexe 11 - Fiche projet Paris Saclay Summit 2025

DOSSIER N° 24007934 - Soutien à la deuxième édition Paris Saclay Science Summit

Dispositif : Subvention spécifique jeunesse, promesse républicaine, orientation et insertion professionnelle, enseignement supérieur et recherche (fonctionnement) (n° 00001162)

Imputation budgétaire : 936-67-65742-167003-1800

Action : 16700302- Coopération scientifique et accueil des chercheurs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique jeunesse, promesse républicaine, orientation et insertion professionnelle, enseignement supérieur et recherche (fonctionnement)	1 110 169,94 € HT	18,02 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEBDO STE EXPLOIT HEBDO LE POINT

Adresse administrative : 1 BOULEVARD VICTOR
75015 PARIS 15E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Société Anonyme

Représentant : Monsieur Renaud GRAND-CLÉMENT, Président directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2024 - 15 février 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Un démarrage anticipé permettra la prise en compte des dépenses éligibles en lien avec la préparation et l'organisation de la manifestation soutenue à compter du 1er septembre 2024.

Description :

Le Point organisera les 12 et 13 février 2025 à EDF LAB à Palaiseau une manifestation publique - PARIS SACLAY SUMMIT, dont l'accès pour les participants sera gratuit sur inscription.

Le PARIS-SACLAY SUMMIT est un événement scientifique de dimension internationale, qui a pour vocation de questionner les chercheurs, décideurs politiques, grands dirigeants, étudiants, entrepreneurs et citoyens, sur l'apport de la science face aux grands défis du siècle.

L'ambition est de donner à voir l'excellence et la portée mondiale de la recherche française et européenne au service du progrès : réaffirmer la valeur sociétale des sciences, démystifier

la science, favoriser les débats entre des personnes de différents horizons...

Il est entendu que LE POINT assure la responsabilité éditoriale de l'événement, en concertation avec la Région, l'Agglomération et le Département.

Détail du calcul de la subvention :

L'intervention financière régionale consiste en une participation de 200 000 € aux dépenses de fonctionnement liées à l'organisation de la manifestation (frais de personnel, logistique, location de salles, restauration, hébergement, communication, transport, etc.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2024

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Technique	136 200,14	12,27%
Logistique intervenants et équipes	131 870,36	11,88%
Logistique visiteurs	56 923,38	5,13%
Restauration	87 904,00	7,92%
Communication	241 722,06	21,77%
Ressources Externes	198 313,00	17,86%
Mobilisation/Rémunérations Intervenants	32 410,00	2,92%
Ressources Internes	216 179,00	19,47%
Location EDF LAB	8 648,00	0,78%
Total	1 110 169,94	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil Régional Ile-de-France	200 000,00	18,02%
Agglomération Paris-Saclay	200 000,00	18,02%
Département Essonne	41 000,00	3,69%
Autres sources de financement privé	669 169,94	60,28%
Total	1 110 169,94	100,00 %